

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE**MINISTERE DE L'AGRICULTURE****PROJET D'APPUI AUX PETITS PRODUCTEURS MARAÎCHERS DANS LES REGIONS DE SAVANES (PPMS)****PRET FIDA N° 536-CI****Mission de supervision: du 12 AU 23 JUIN 2012****AIDE-MEMOIRE****A. Introduction¹**

1. Une mission FIDA a séjourné en Côte d'Ivoire du 12 au 23 Juin 2012, dans le cadre de la supervision du PPMS/PRAREP/PROPACOM. Cette mission avait pour objectifs : (i) d'évaluer la performance globale des projets et de leur impact ; (ii) d'apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable du Projet ; (iii) de faire le point de l'état d'avancement des activités prévues pour cette année (PTBA 2012) par composante aussi bien au niveau physique que financier ; (iv) d'apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision de décembre 2011 ; (v) de passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services ; (vi) d'apprécier l'état d'avancement de l'audit des comptes du PPMS pour l'exercice 2011 ; (vi) d'analyser avec l'équipe du projet et les partenaires impliqués et/ou qui seront impliqués dans la mise en œuvre, les difficultés et les contraintes rencontrées et proposer des solutions appropriées.

2. La mission a travaillé en étroite collaboration avec l'UGP tout au long de son séjour. A Abidjan, elle a rencontré les principaux partenaires du projet, à savoir l'Office National de Développement de la Riziculture (ONDR), le Centre Suisse de Recherches Scientifiques (CSRS), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'Agence Nationale pour le Développement Rural (ANADER). Au niveau institutionnel, elle a eu des échanges au Ministère de l'Agriculture, avec le Ministre et ses collaborateurs, particulièrement le Directeur Général de la Programmation des Projets et des Statistiques (DGPPS), et, au Ministère de l'Economie et des Finances, avec le Directeur de Cabinet du Ministre, le Conseiller Technique chargé de la coordination de l'Aide extérieure et du renforcement des capacités et les Responsables de la Dette Publique et de l'Agence Comptable de la Dette Publique. Du point de vue du renforcement des partenariats avec les autres partenaires au développement la mission a rencontré en plus du PNUD, la FAO, la Banque Mondiale, l'Agence Française de Développement (AFD), l'Union Européenne, la coopération allemande (GIZ). Toutes ces rencontres ont été aussi l'occasion de présenter le nouveau Chargé de Portefeuille pour la Côte d'Ivoire, Monsieur Abdoul Wahab Barry remplaçant Monsieur Luyaku Nsimpati.

3. La mission s'est ensuite rendue d'une part dans les régions du Poro (ex région des Savanes), du Gbèkè et du Hambol (ex région de la vallée du Bandama) où elle a rencontré les Directeurs Régionaux et Départementaux de l'Agriculture et des Marchés Publics et a eu des séances de travail avec les opérateurs techniques du projet, l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER), le Centre National de Recherche

^{1/} La mission était composée de Monsieur Abdoul Wahab Barry, Chargé de Portefeuille du FIDA entrant, Chef de mission, Monsieur Luyaku Loko Nsimpati, Chargé de Portefeuille du FIDA sortant, Madame Odile Sarassoro, Point Focal FIDA en Côte d'Ivoire, Monsieur Moulaye Idrissa Tera, Consultant FIDA, Expert Analyste administration et finance et Monsieur Ahidara Lacine, Consultant FIDA, Responsable des aspects de production agricole. Le Gouvernement Ivoirien était représenté par Madame Chantale DONGO (DEP) et Monsieur Allah Kouadio (DAFP) du Ministère de l'Agriculture. Madame Kouakou Cécile, coordonnatrice des projets PPMS et PRAREP et ses collaborateurs ont également participé à la mission.

Agronomique (CNRA), le Bureau de Vente des Producteurs (BVP), l'Animation Rurale de Korhogo (ARK), le Bureau de Formation et de Conseil en Développement (BFCD), le Cabinet d'Etudes et de Conseils en Développement (CECED). Elle a également effectué des visites de sites, échangé avec les organisations de producteurs, recueilli les avis et suggestions des bénéficiaires du Projet.

4. Une réunion de restitution de l'aide-mémoire présidée par le Directeur Général de la DGPPS a été organisée le 21 juin 2012. Elle avait pour objectif de présenter les principales conclusions de la mission aux autorités de tutelle des projets. Le présent Aide-mémoire fait le point des résultats de la mission et intègre les commentaires des ministères de l'Agriculture (Tutelle Technique du projet) et de l'Economie et des Finances (Représentant de l'Emprunteur), des différents partenaires du Projet, ainsi que ceux de l'UGP.

5. La mission exprime ses remerciements aux Autorités ivoiriennes pour l'accueil dont elle a bénéficié. Elle tient particulièrement à féliciter l'équipe du Projet et ses partenaires pour la disponibilité, la qualité des échanges, ainsi que pour l'organisation des visites de terrain.

B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du projet

6. La mise en œuvre du projet, fortement perturbée par la longue crise sociopolitique de 2002 à 2011, a connu quatre étapes: (i) mise en œuvre de 2001 à 2003 ; (ii) suspension de 2003 à 2005 ; (iii) réactivation progressive entre 2006 et 2008 et (iv) pleine reprise des activités de 2009 à 2011 avec une interruption de sept mois due à la crise post électorale (décembre 2010 à juin 2011).

7. La conception et le bien fondé du projet ont été pertinents en ciblant la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'amélioration des conditions de vie des populations par le développement des cultures vivrières et maraîchères destinées également à améliorer les revenus des populations cibles, principalement les femmes et les jeunes ruraux. Ce sont environ 50 000 bénéficiaires directs, soit 350 000 personnes indirectes (7 personnes par ménages touchés) qui ont été touchés par les actions du Projet en matière d'agriculture (maraîchers et vivriers) sur une prévision (directes et indirectes) de 65 000 pour le maraîchage seulement.

8. Description succincte de l'évaluation d'ensemble de la performance du projet mettant l'accent sur les aspects et résultats saillants au regard des objectifs de développement spécifiés dans le cadre logique du projet (voir appendice 6) et sur les produits et réalisations mentionnés en appendice 1. Faire ressortir de deux à quatre questions et/ou risques majeurs affectant l'exécution du projet et récapituler les mesures clés qui ont été convenues.

9. Malgré le contexte difficile de crises successives, le projet a enregistré des résultats positifs notamment par la contribution à la reconstitution du capital productif des petits producteurs. Le taux de réalisation physique externe est de 71,4%, ce qui montre que le projet a été efficace. La production a atteint, entre autres, des niveaux de 54 953 tonnes/paddy (pour 32 972 tonnes de riz blanchi) et 6 543 tonnes de maraîchers, grâce à l'amélioration des rendements qui sont passés de 3 t/ha à 5 t/ha pour le riz ; et pour les produits maraîchers (de 9 à 14 t/ha pour la tomate et 10 à 18 t/ha pour l'oignon). Tout ceci est sous-tendu par d'importants efforts entrepris en réalité sur 3 à 4 ans, pour viser les objectifs initiaux à atteindre sur 8 ans de mise en œuvre continue. Il a été observé une certaine amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des ménages appuyés dans la zone du projet.

10. Plus spécifiquement, les actions du projet ont suscité chez les jeunes des villes et ceux tentés par la migration saisonnière, l'intérêt de s'investir dans l'agriculture au sein de leur communauté. A titre d'exemples, deux (2) groupements de la zone du Centre maîtrisent la production et la commercialisation des produits maraîchers, ce qui leur

procure des revenus conséquents, leur permettant une nette amélioration de leurs conditions de vie. Toutefois, ce type d'expérience mériterait d'être consolidée, répliquée et mis à l'échelle.

11. En ce qui concerne le développement des filières maraîchère, notamment l'amélioration du système d'exhaure et d'irrigation, les sites livrés permettent la réduction de la corvée d'eau et la garantie d'une production en toutes saisons. Par ailleurs, un certain nombre de sites maraîchers n'ont pu être achevés avant la clôture du projet. Des insuffisances ont été constatées en matière d'adaptation des types d'irrigation aux systèmes de production, de l'appui-conseil et de la mise en marché.

12. En matière de développement de la riziculture, en dépit de l'accroissement de la production, les activités de transformation/valorisation n'ont pu être menées à terme. Cette situation qui a déjà un impact négatif sur la capacité des groupements à reconstituer le fonds intrants, risque d'entraîner une démotivation des producteurs.

13. Le système de reconstitution du fonds intrants a eu des résultats mitigés. En effet, le taux de reconstitution moyen se situe autour de 50%, alors qu'un taux de 100% est requis pour pérenniser le système. Cela serait dû, entre autres, à la faible structuration des groupements, aux faibles rendements pour certains et aux difficultés de commercialisation. A terme, le système de reconstitution devrait être arrimé aux institutions de financement du monde rural.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Programmation de l'achèvement des sites à pompage et la réalisation des sites à puits, ainsi que l'adaptation des types d'irrigation (goutte à goutte, pompage solaire ...) aux systèmes de production dans le cadre de la mise œuvre des activités du PRAREP et du PROPACOM	Resp Infrastructure PRAREP/ PROPACOM/UGP	PTBA 2013
Expérience des groupements de Kpato et de Djébonoua à consolider, répliquer et mettre à l'échelle	UGP PRAREP/PROPACOM	Permanent
Achèvement par L'ONDR de l'opérationnalisation des trois magasins terminés avec une partie de l'avance à lui versée par le PPMS pour le compte des coopératives. Le PRAREP assurera la construction et l'opérationnalisation des deux (2) mini-rizeries de Bouaké et de Béoumi non encore démarrés ; les unités de Boundiali et de Sakassou étant prises en charge sur d'autres financements (ONDR).	UGP/Resp Infrastructures ONDR/MINAGRI/MEF/ Point Focal FIDA	<ul style="list-style-type: none"> • Au plus tard le 14 juillet 2012 pour l'opérationnalisation des trois magasins par l'ONDR • Après le recrutement des responsable et assistants infrastructures pour les mini-rizerie de Bouaké et Béoumi
Arrimage, à terme, le système de reconstitution du fonds intrants aux institutions de financement du monde rural	UGP PRAREP/PROPACOM	Progressivement

C. Produits et réalisations

14. L'achèvement du PPMS a eu lieu le 31 décembre 2011. La précédente mission de supervision avait fait des recommandations pour une meilleure prise en compte des dispositions de clôture du Prêt prévue pour le 30 juin 2012. En effet, les contrats du personnel des composantes techniques ont pris fin conformément aux dispositions de l'Accord de Prêt. Ainsi, le PTBA 2012 préparé pour six (6) mois a été consacré au volet Coordination et Gestion du Projet, notamment les activités administratives, financières et comptables nécessaires à la clôture du Prêt, y compris les rapports d'achèvement et d'audit. Les études sur la reconstitution du Fonds intrants, l'évolution des revenus des bénéficiaires et la mise en place d'une base de données, ainsi que les bilans des programmes du PPMS et de l'introduction du soja ont été réalisés. Toutefois, il convient de relever que la base de données n'a pas été mise en place et les études n'ont pas fait l'objet de restitution et de validation avec les parties prenantes.

15. L'atelier de restitution et de validation du rapport d'achèvement du projet a eu lieu les 30/31 mai et 1er juin 2012 à Bouaké. Le rapport a été transmis à l'UGP le 21 juin 2011.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Transmission du Rapport d'Achèvement du Projet (RAP) à la tutelle et au FIDA	Consultant/UGP	Fin juin 2012
Restitution et validation des études effectuées	Consultants/UGP	Fin 2012

D. Avancement de l'exécution du projet

Composante 1: Renforcement des capacités des maraîchers cibles

16. **Identification des bénéficiaires et sécurisation foncière.** Le PPMS a confié en décembre 2009 à ARK et à AIP Consulting l'identification des sites et la clarification de leur statut foncier en collaboration avec les Directions Régionales de l'Agriculture (DRA). Les critères de sélection des sites ont été : la disponibilité en eau souterraine et/ou de surface, la sécurisation foncière établie par l'autorisation d'exploitation donnée par les propriétaires terriens, l'accessibilité du site, l'existence d'un potentiel maraîcher et la motivation des producteurs à collaborer avec le PPMS. A l'issue de ce processus, 51 sites ont été sélectionnés sur 70 prévus et ont fait l'objet d'une sécurisation foncière.

17. **Appui à la formulation des microprojets.** 51 plans de développement maraîcher (PDM) contenant 255 microprojets (5 par PDM) ont été élaborés avec la participation des populations bénéficiaires.

18. **Formation des bénéficiaires à la maîtrise d'ouvrage.** La formation à la maîtrise des ouvrages n'a eu lieu que sur les 17 sites à pompage livrés. Cependant, cette formation n'est pas allée au-delà de la maîtrise des ouvrages pour atteindre les résultats attendus fixés par le PPMS, à savoir, la constitution des comités d'usagers, l'organisation interne des groupements maraîchers pour la gestion et la maintenance des ouvrages et la formation technique des bénéficiaires et des prestataires locaux.

19. **Programme d'alphabétisation des producteurs cibles.** Le programme d'alphabétisation a touché 750 bénéficiaires sur 25 sites (50% de l'objectif de 1 500 producteurs à alphabétiser sur 50 sites). Toutefois, certains centres, notamment ceux des régions du Gbêké et du Hambol, se sont vidés petit à petit, soit en raison des travaux champêtres, soit par manque de volonté de certains apprenants de payer leurs contributions, soit encore parce que d'autres apprenants ont perdu leur motivation du départ.

20. **Biofarming ou Ecoferme.** Un centre de démonstration a été implanté à Locoli (Département de Sinématiali) avec l'appui du PPMS. Il s'agit d'une innovation importante pour la Côte d'Ivoire comportant des unités de démonstration pour la production de biogaz, de fumier organique, de maraîchers, de vivriers, de plantes fourragère et de système d'irrigation goutte à goutte. Le centre est également doté d'une unité d'élevage de pintades bio. Ainsi, les travaux prévus sont achevés et la formation des cinquante producteurs a été faite sur le site. Les difficultés relevées au niveau de cette expérience, sont la maîtrise de l'eau et les contraintes financières qui limitent le processus de diffusion et de mise à l'échelle des techniques et technologies apprises. Des efforts complémentaires devraient être fournis pour poursuivre et mettre à l'échelle les activités du centre.

Composante 2 : Amélioration des techniques d'exhaure et d'irrigation

21. En l'absence de digues et de prises au fil de l'eau à réparer telle que prévue dans le document de conception du projet (DCP) sur les sites identifiés, le projet s'est focalisé sur deux systèmes d'exhaure et d'irrigation : le pompage et les puits busés. 17 sites à pompage ont été aménagés sur 23 sites prévus, soit un taux de réalisation de 73,4%. En ce qui concerne les sites à puits, les fournitures ont été acquises pour 16 sites, mais pour l'ensemble des 27 sites à puits, les travaux n'ont pas encore commencé. Il en est de même pour six (6) sites à pompage restant à réaliser. Cependant, l'activité de production maraîchère sur le site de Kpato (Sakasou) est fortement compromise par la

dégradation de la digue de retenue. Une réhabilitation de cette dernière devrait être envisagée dans le cadre de la mise en œuvre du PRAREP.

22. Les 17 sites à pompage aménagés correspondent à environ 67 ha exploités par plus de 700 bénéficiaires producteurs dont 95% de femmes, même en contre-saison pour des spéculations comme la tomate, l'oignon, le chou et le piment. Ces aménagements qui réduisent le temps et la pénibilité de travail, et garantissent un revenu annuel substantiel à ces producteurs méritent d'être achevés et adaptés aux systèmes d'irrigation goutte à goutte.

23. Concernant la sécurisation foncière, il a été constaté que certains accords conclus avec les propriétaires terriens sont remis en cause lorsque les terres prennent de la valeur. Par conséquent, tout investissement devra impliquer les autorités administratives locales.

24. En matière développement des compétences locales, le projet n'a pas pu réaliser son objectif en raison de la finition tardive des travaux d'aménagement des sites maraichers.

25. **Pour le programme de recherche-action**, les systèmes d'exhaure et d'irrigation envisagés, ont été inspirés d'une visite d'échanges organisée par le projet au Burkina Faso. Les échanges d'expérience ont également porté sur la conservation et la transformation de produits maraichers (oignon, tomate, haricot vert, piment etc.). Toutefois, les techniques d'exhaure par l'utilisation de l'énergie solaire au Burkina Faso auraient pu être visitées et retenues en lieu et place de motopompes à essence.

Composante 3 : Développement de la filière maraîchère

26. **Conseils techniques pour la production et la valorisation en aval.** Le projet a permis la relance de la production maraîchère sur les 51 sites totalisant 217 ha emblavés par 5 309 producteurs maraîchers (dont 4 333 femmes, 81,6%). Ceux-ci ont bénéficié de l'appui-conseil sur l'itinéraire technique, la commercialisation, l'organisation, d'intrants et de petits matériels de production et de conditionnement. 411 producteurs relais (dont 170 femmes) ont été formés sur l'itinéraire technique, la commercialisation et la vie associative. Ces producteurs relais ont formé à leur tour, 1215 producteurs dont 1193 femmes (98.2%).

27. La production maraîchère totale obtenue avec l'appui du PPMS sur la période effective de mise en œuvre (de 2009 à 2011) est estimée à 6 543 tonnes réparties essentiellement entre la tomate (25%), l'oignon (25%), l'aubergine, le chou, la courgette (30%), le piment (10%), et les autres spéculations (concombre, carotte et gombo...) représentant 10% de cette production.

28. **Diffusion de l'information économique sur les prix et les marchés.** En dépit des difficultés de commercialisation pour certains producteurs, on relève de façon générale, que les produits maraîchers de contre-saison sont vendus à des prix rémunérateurs, notamment l'oignon et la tomate. C'est cas des groupements maraîchers de Kpato (43 membre sur 4 ha) et MANTANMI de Djébonoua (23 producteurs sur 3 ha) qui travaillent sur des sites en cours d'aménagement en contre-saison et des parcelles individuelles en saison. Ces groupements maîtrisent bien la production et la commercialisation des produits maraîchers et vendent leurs produits sur les marchés d'Abidjan.

29. En vue d'améliorer le système de commercialisation, en partenariat avec le PNUD, le projet a conduit une étude sur le mécanisme de mise en marchés des produits agricoles, suivi d'une étude d'opérationnalisation du Bureau de Vente des Producteurs (BVP) mis en place par le Projet d'Appui à la Commercialisation et aux Initiatives Locales (PACIL). L'appui a consisté en la mise à disposition d'un fonds de roulement de trois millions, la fourniture de trois Moto, d'un ordinateur complet et d'un ordinateurs portable. Quant aux producteurs, ils ont bénéficié de la construction de 13 hangars de

stockage et de conservation de produits vivriers et la distribution de 100 kits de commercialisation. Ainsi, certains groupements ont pu même écouler leur production sur les marchés d'Abidjan et augmenter leur chiffre d'affaires.

30. Amélioration de l'accès aux services financiers. Le processus de reconstitution des fonds intrants et équipements mis en place par le Projet a permis une amorce dans la constitution d'épargne auprès des institutions financières ; ce qui constitue un indicateur appréciable d'accès des producteurs aux services financiers. Pour ce faire, la sensibilisation devra être poursuivie pour permettre une meilleure mise à l'échelle.

31. Structuration de la filière et l'appui aux OPA. L'appui pour la structuration des groupements de producteurs maraîchers n'a pas eu lieu en raison de la non réalisation de l'étude prévue qui devrait servir de base à la mise en œuvre de ce volet. L'appui aux OPA a été assuré par les encadreurs en charge de l'appui-conseil auprès des producteurs. Cet appui a concerné 51 groupements de producteurs maraîchers qui ont bénéficié de séances d'information/sensibilisation sur la nécessité d'organiser leurs groupements, prélude à la structuration de la filière.

Composante 4: Programme prioritaire d'appui à la filière rizicole

32. Mise à la disposition de facteurs de production et appuis-conseils. L'ANADER, en sous-traitance avec l'ONDR, a apporté son appui-conseil à 9 241 producteurs (dont 3 475 femmes soit 37%) exploitant 50 périmètres rizicoles pour la mise en valeur de 5 296 ha de bas-fonds sur 7 000 ha prévus (75,7% de réalisation). Le Projet a mis à la disposition des producteurs 100 tonnes de semences améliorées, 825 tonnes de NPK ; 550 tonnes d'urée et 16 000 litres d'herbicides. En outre, il a fourni aux producteurs 1 000 kits de petits matériels, 30 motoculteurs, 14 batteuses, 50 attelages et 139 bâches acquis à travers l'ONDR. Tous ces efforts ont permis d'atteindre une production totale de 54 953 tonnes de paddy avec un rendement moyen de 5,19 t/ha/cycle. Il est notable de relever que ces appuis ont permis d'augmenter le taux d'occupation des périmètres dans la zone d'intervention du projet.

33. Bien que les matériels distribués aux riziculteurs (kits de petits matériels, motoculteurs, batteuses, attelages et bâches) aient contribué à l'amélioration des conditions de production (labour plus aisé), de première transformation et de séchage du paddy, les motoculteurs, les batteuses-vanneuses et les systèmes d'attelage sont rapidement devenus hors d'usage pour la plupart (50% des matériels et 40% des boeufs d'attelage). Cette situation est la conséquence de la qualité du matériel, de sa surexploitation et des déficits/insuffisances d'entretien par les bénéficiaires.

34. Formation des producteurs à l'utilisation du matériel agricole et aux itinéraires techniques. La formation des producteurs et des agents ANADER aux itinéraires techniques, à la gestion coopérative et à l'utilisation du matériel agricole, a été confiée à l'ONDR. 37 agents de développement rural (ADR) de l'ANADER et de 187 producteurs relais ont été formés.

35. Stabilisation de la production par la réhabilitation des périmètres. Il était prévu la réhabilitation de 9 périmètres rizicoles. Ce volet a été réalisé et le reliquat des ressources a permis de réhabiliter la route Kassémé-Toumbokaha et de réparer le canal primaire sur la rive droite du périmètre de Nianra (département de Katiola dans la région de Hambol).

36. Renforcement des capacités des OPA. Le projet a permis la mise en place de 50 Comités de Gestion de l'Aménagement (CGA). Les CGA sont des organisations de producteurs, constituées à la base pour rendre des services directement à leurs membres (distributions d'intrants et de petits matériels agricoles, et recouvrement des avances). Ils sont membres des coopératives départementales.

37. Appui à la transformation et à la commercialisation. A ce jour, aucune des sept (7) unités de transformation n'est opérationnelle, malgré l'achat de 7 mini-rizeries.

Seulement, trois des sept bâtiments prévus pour les abriter, sont achevés (Katiola, Ferkéssédougou et Korhogo). Cette situation n'a donc pas permis de mettre sur le marché les 40 000 tonnes supplémentaires de riz blanchi escompté.

Composante 5: Consolidation des acquis du PACIL

38. Réhabilitation des pompes hydrauliques villageoises. Seulement 78 pompes situées dans les Régions de la Bagoué et de Tchologo ont été réhabilitées sur les 471 prévues dans la zone du projet. Ceci correspond à une couverture de 39 000 bénéficiaires (selon le ratio de 500 habitants par pompe, adopté par le projet), au lieu des 235 000 visés, soit seulement 16,6% de l'objectif à atteindre. Ce faible taux de réalisation est dû au fait que les pièces de rechange n'ont pas pu être acquises.

39. Introduction de nouvelles variétés d'igname et de manioc. Les surfaces cultivées et les productions enregistrées pour les années 2008, 2009 et 2010 sont : (i) 17 ha (sur 10 ha prévus) de parcelles de production de semenceaux d'igname; (ii) 23 ha (sur 10 ha prévus) de manioc de nouvelles variétés.

40. Production de soja. 619 ha de soja ont été cultivés par 4 456 producteurs dont 3 564 femmes (80%) membres de 164 groupements pour un rendement moyen de 600 kg/ha contre plus d'une tonne à l'hectare par le passé. La culture de la spéculative a été contrariée par ce faible rendement enregistré (600 kg/ha) auquel le projet a tenté de trouver des solutions en recourant aux services du CNRA. Les difficultés majeures signalées en 2009 – 2010 sont liées à la fourniture tardive des intrants et à la qualité des semences fournies en 2010. En plus de ces problèmes de production, le soja a été confronté à des difficultés de commercialisation et de transformation.

41. Appui à la pérennisation des cantines scolaires. Le projet a fourni des intrants à 64 groupements sur 70 prévus pour la production de soja en vue de l'approvisionnement des cantines scolaires. Le projet a réalisé la formation de 11 formateurs de cantinières qui n'ont pas pu répliquer la formation en raison de l'achèvement du projet. L'insuffisante formation par endroits des femmes, en particulier des cantinières sur la transformation du soja et surtout le manque de petits équipements de transformation du produit, n'ont pas permis d'atteindre l'objectif de réintroduction du soja dans l'alimentation des élèves à travers les cantines scolaires ciblées.

42. Production du maïs. L'appui du Projet a conduit à l'emblavement de 3 870 ha de maïs sur 2700 ha prévus, soit 143%, par 30 895 producteurs dont 16 362 femmes (53%), pour une production de 9 675 tonnes de maïs soit un rendement de 2,5 tonnes/ha.

43. Appui à l'aulacodiculture. 31 éleveurs membres de l'Association des Aulacodiculteurs du Centre Nord (2 ACN) ont été formés par l'ANADER/PAPN. Parmi eux, 21 ont pu être installés parce que disposant préalablement, comme le prévoyaient les critères établis par le projet, d'installations pouvant accueillir un noyau constitué de 4 femelles et d'un mâle, soit au total 105 aulacodes (5 x 21). Le principe de la reconstitution a été respecté par ces 21 premiers éleveurs installés ; ils ont remis à l'ANADER/PNPA les noyaux pour permettre l'installation d'autres éleveurs. Au 31/12/2011, ces 21 éleveurs installés avec l'appui du projet, ont vendu 178 animaux au prix moyen de 10 000 FCFA/animal et disposaient de 327 animaux dans leurs fermes.

44. Appui à la commercialisation des produits vivriers. L'appui a permis de fournir des kits de conditionnement et de commercialisation (bâches, sacherie, balances, cageots et palettes) à 136 groupements de producteurs, ayant reçu l'appui à l'organisation du BVP. En outre, le dispositif a permis de construire 13 hangars (9 dans les régions de Gbêkè et de Hambol et 4 dans les régions de la Bagoué, de Poro et de Tchologo) sur les 20 prévus, soit un taux de réalisation de 65%.

Coordination et Gestion du projet

45. La gestion et la coordination du projet ont été assurées par l'UGP qui a été confrontée à de multiples activités à réaliser dans l'urgence, compte tenu du contexte sociopolitique qui a caractérisé le pays au cours des onze dernières années.

46. Le Projet a réalisé des études portant sur : (i) l'opérationnalisation du BVP ; (ii) la mise en marché des produits agricoles ; (iii) l'évolution des revenus des bénéficiaires et l'évaluation du mécanisme de reconstitution des fonds intrants ; (iv) le bilan et l'évaluation de l'introduction du soja dans la zone du projet ; et (v) les potentialités de transformation des produits agricoles dans la zone du projet. Seule celle sur la mise en marché des produits agricoles a été restituée et validée.

47. **Suivi-évaluation.** Le dispositif de Suivi Evaluation du PPMS n'a pu être mis en place. Le PPMS ne dispose pas de manuel de suivi évaluation, de situation de référence et de base de données retraçant l'historique des réalisations du projet. Malgré le recadrage et la prise en compte de nouvelles composantes, le cadre logique du PPMS n'a pas été revu et reste inapproprié pour rendre compte de l'exécution du PPMS.

48. Le système de **suivi évaluation externe** est assuré par la DEP du MINAGRI. La DEP est appelée à accompagner l'UCP PPMS/PRAREP dans le pilotage et les décisions stratégiques. Cependant, faute de moyens, cette direction n'a pas pu réaliser pleinement sa mission.

49. **Une Evaluation d'impact** initialement prévue en 2010, n'a pas été réalisée.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Prise en compte de la mise en œuvre du des plans de développement maraîchers (PDM) élaborés avec l'appui du PPMS dans le cadre du PRAREP/PROPACOM	UGP PRAREP/PROPACOM	Activité régulière
Achèvement des aménagements des sites maraîchers devra prendre en compte la formation des producteurs en matière de constitution des comités d'usagers, d'organisation interne des groupements maraîchers pour la gestion et la maintenance des ouvrages et de formation technique des bénéficiaires et des prestataires locaux ; ainsi que la mise en place d'un fonds « matériel et équipements ».	Resp Infrastructures/ UGP PRAREP/PROPA COM	Immédiat
Renforcement des activités de sensibilisation pour l'alphabétisation et adaptation du calendrier de formation aux activités champêtres	Resp. Réhab agri/UGP PRAREP/PROPACOM	Immédiat
Des efforts complémentaires devraient être fournis pour poursuivre et mettre à l'échelle les activités du Centre de Lokoli (compostage, association soja/manioc)	Resp Réhab Agri/ UGP PRAREP/PROPACOM	Dès juillet 2012
Prendre en compte, dans le cadre de la mise en œuvre du PRAREP, la réhabilitation de la digue de retenue du site de Kpato (Sakassou).	Resp. Infrastructures/UGP	Novembre 2012
Envisager, en lieu et place des motopompes thermiques, un système de pompage solaire couplé avec le système d'irrigation goutte à goutte	Resp. Infrastructures/ UGP PRAREP/PROPACOM	Immédiat
Veiller à capitaliser les expériences des groupements de Kpato et de Djébonoua par des visites d'échanges avec les autres groupements de producteurs de la zone du Projet.	UGP PRAREP/PROPACOM	Novembre/décembre 2012

E. Aspects fiduciaires

50. Gestion administrative et financière. La gestion du projet s'est consolidée avec une amélioration appréciable dans la prise en charge des opérations. Les activités de clôture se déroulent normalement, même s'il faut relever quelques préoccupations en ce qui concerne l'élaboration, le traitement des dernières DRF/DPD au niveau de l'UCP et des instances de contrôle d'approbation et de signature. Par rapport à ce qui précède, des assurances ont été données à la mission pour la régularisation de toutes les situations avant la clôture du projet.

- ✓ Gestion des immobilisations. L'inventaire des immobilisations sur financement FIDA et Union Européenne pour l'arrêté des comptes 2011 à été effectué du

18 au 21/12/11, avec la participation de la DEP et de DAFP du MINAGRI qui n'ont pas signé les Procès Verbaux. La mission est d'avis que ces immobilisations doivent être transférées au PRAREP/PROPACOM en attendant l'acquisition par ces projets de leurs propres moyens. Par ailleurs la mission a été informée que le véhicule PICK UP Double Cabine, sur financement UE, à mettre à la disposition du BVP est déjà immatriculé et les dispositions sont entrain d'être prises pour la remise.

- ✓ Gestion du personnel. Les droits du personnel ont été payés à l'achèvement, pour un montant total de 28 810 667 FCFA pour 11 agents sur fonds FIDA et 2 064 375 FCFA pour 3 agents sur ressources trésor. Pour le personnel de clôture : i) la Coordonnatrice, le RAF et le RSE seront payés par DPD n° 86/88/93 (26 788 263 FCFA) ; ii) les droits des autres agents (7 personnes) seront réglés dès que le montant de la DRF 78 (88 430 064 FCFA) sera crédité sur le compte spécial du projet (avis de débit/ FIDA du 06/06/12).

51. La mission a relevé que 04 agents travaillent à l'UCP et sont rémunérés sur les ressources du trésor. La mission estime que tout recrutement ou affectation de ce type de personnel doit être fait en accord avec le FIDA.

52. La mission rappelle que suite à une évaluation du personnel d'appui intervenue en octobre 2011 avec transmission des résultats au FIDA en fin décembre (ANO du 02/01/12), 07 agents à savoir : 01 Assistant Administratif et 01 assistant comptable, 01 secrétaire et 04 chauffeurs, ont été transférés au PRAREP dès l'achèvement du PPMS. Après la clôture un autre groupe d'agent sera également transféré au PRAREP (01 Comptable, 01 Assistant au Programme, 02 Chauffeurs, 02 Gardiens et 01 technicien de surface. En outre sur les 04 agents émargent sur les fonds du trésor trois ont été transférés au PRAREP.

53. **PTBA 2012.** Le montant total des prévisions est de 1 619 545 300 FCFA dont 841 100 309 FCFA/FIDA, 264 682 720 FCFA/ETAT, 513 762 271 FCFA/Don UE et 0 FCFA/Bénéficiaires. Au 31/05/2012, le taux d'exécution du budget est de 55,25 %. Les taux par bailleur sont respectivement de : 30,62 %/FIDA ; 56,49 %/ETAT, 94,95% Don UE et 0%/Bénéficiaires. En tenant compte des engagements actuels du projet pour un montant total de 556 838 552 dont 478 526 953 FCFA/FIDA et 78 311 599 FCFA/Etat, le taux d'exécution du budget sera de 89,64%. La contribution des bénéficiaires n'a pas été budgétisée en 2012 car les activités du projet sont achevées depuis le 31/12/2011.

54. **Consolidation des PTBA.** Les différents niveaux d'exécution sont respectivement de 13,38%/2001-2008 ; 55,00%/2009-2012 ; et sur la période de mise en œuvre 2001/2011, le taux d'exécution est de 36,48% au 31/05/12. Au 30/06/12 le taux moyen d'exécution de la période 2009-2012 sera de 63,80. Ces taux restent faibles par rapport à l'indicateur de performance d'exécution des PTBA du FIDA qui est de 75%. Il reste entendu que la situation de crise du pays et le gel des décaissements n'ont pas toujours permis une conduite normale et régulière des opérations.

55. **Registre des DRF/DPD.** Le registre des DRF/DPD est à jour de la DRF N° 01 à 94. La DRF 78 payée par le FIDA avec date de valeur du 06/06/2012 a été créditée dans le compte spécial le 20/06/12, le transfert vers le compte de régie est en cours. La mission a été informée que les DPD N° 79 et 80, les DRF N° 81 et N° 82, ainsi que les DPD N° 83, N°84 et N° 85 pour un montant de 288 249 783 FCFA (332 761,47 DTS) ont été transmises au FIDA le 13/06/12 par la Dette Publique. Les DPD N° 86, N° 89, N° 90, N° 91 pour un montant 186 821 662 FCFA (336 051,65 DTS) sont en traitement à la DAFP/MINAGRI. Les DPD N° 87, N° 88, N° 92 et la N° 93 d'un montant de 40 783 125 FCFA (51 530,02 DTS), ont été transmises à la DEP/MINAGRI. La DPD N° 94, la DRF N° 95 ainsi que les DPD N° 96, N° 97, N° 98 et la DRF N° 99 d'un montant de 164 278 166 FCFA (192 732,02 DTS) sont en cours de préparation au projet. La DRF N° 100

(86 644 000 FCFA/93 280,94 DTS) sera élaborée pour solder le remboursement du compte spécial.

56. **Déboursments par bailleur.** Par rapport au coût total du Projet exprimé en dollars, les taux d'exécution des obligations de financement par bailleur au 31/05/2012 sont respectivement de : 96,20%/ FIDA ; 50,89%/Etat et 114%/Bénéficiaires, pour un taux d'exécution global de 92,04 %. En ce qui concerne la participation des bénéficiaires, qui a été évaluée sur la période de mise en œuvre pour un montant de 593 481 300 FCFA, elle a été intégrée dans les comptes du projet clos au 31/12/2011, ainsi que dans le tableau des performances des obligations des bailleurs au 31/05/2012, conformément à la recommandation faite lors de la dernière mission de supervision. Au titre de 2012, il n'y a pas eu de participation de bénéficiaires, les activités du projet étant achevées au 31/12/2011.

57. **Décaissements du prêt/FIDA.** Au 31/05/2012, les décaissements réels en DTS à la DRF N° 77 sont de 7 075 434,55 DTS pour une dotation initiale de 8 300 000 DTS, soit un taux de décaissement réel de 85,25 %. Ce taux sera porté à 86,59 %, avec la prise en compte du paiement de la DRF 78 d'un montant 111 218,98 DTS (avis de débit FIDA du 06/06/2012). La prise en charge de toutes les DRF/DPD en instance précédemment citées le taux de décaissement sera de 97,51%, ce qui constitue une bonne performance. Cependant, l'importance des DRF/DPD à régulariser durant cette phase de clôture devra servir de leçons dans le cadre de la mobilisation des ressources du PRAREP/PROPACOM.

58. **Compte spécial/FIDA.** Le rapprochement du compte spécial au 31/05/2012 met en évidence un montant reconstitué de 335 601 227 FCFA pour une dotation initiale de 400 000 000 FCFA, sur laquelle 65 751 263 FCFA ont déjà été recouverts sur les DRF 71 (32 928 793 FCFA/35 337, 24 DTS) et 74 (32 928 793 FCFA/35 451,72 DTS). L'écart de reconstitution de 1 352 490 FCFA correspond à un reliquat de ressources de contrepartie versé dans le compte spécial qu'il faudra solder avant la clôture.

59. **Recouvrement de l'avance initiale.** Après les prélèvements effectués sur les DRF 71 et 74, il reste un solde à recouvrer de 334 248 737 FCFA/ 359 857,98 DTS qui sera apuré par la récupération à 100% des DRF N° 81 (114 897 225 FCFA/123 698,36 DTS), DRF 82 (53 341 098 FCFA/57 427 DTS), DRF 95 (31 195 734 FCFA/33 585,33 DTS), DRF 99 (48 176 027 FCFA/51 866,32 DTS) et DRF 100 (86 644 000 FCFA/93 280,94 DTS).

60. **Situation financière.** A terme le taux de décaissement sera de 97,51%. Il restera alors au niveau du compte de Prêt, environ 144 513,89 DTS soit 114 374 647 FCFA (1DTS= 791,444 FCFA).

61. **Financement de la Contrepartie.** Les prévisions en matière de contrepartie sur la durée du projet se chiffrent à 1 740 100 USD dont 348 920 USD (taxes) et 1 391 180 USD (Contrepartie hors Droits et Taxes). Sur cette prévision les budgets de contrepartie notifiés par le MEF au PPMS sur la période 2001 à 2012 s'élèvent à la contre valeur de 704 831,70 USD (taxes) et 1 009 725,23 USD (Contrepartie hors Droits et Taxes), soit un total de 1 714 556,93 USD. Les ressources mobilisées et mises à la disposition du projet, à ce titre sont de 885 544,03 USD (50,89% des prévisions totales et 61,65% des budgets notifiés) dont 434 736,17 USD/Contrepartie hors Droits et Taxes (31,24% des prévisions totales et 43,05% des budgets notifiés) et 450 807,85 USD/taxes soit (129,20 % des prévisions totales et 63,96% des budgets notifiés).

62. **Contribution des Bénéficiaires.** Elle a été estimée à 1 111 800 USD sur la durée du projet. La contribution valorisée au 31/05/12 est 593 481 300 FCFA pour une contre valeur de 1 275 598,86 USD soit un taux d'exécution de 114,73%. Elle concerne essentiellement les activités de défrichement et de labours menées dans le cadre de la mise en œuvre des programmes vivriers et maraîchers.

63. Dispositions de l'Accord de Prêt :

- ✓ Passation des marchés. Les deux (2) marchés prévus dans le plan de passation de 2012 et relatifs au rapport d'achèvement et à l'atelier bilan ont été exécutés. Par ailleurs, la mission a examiné les contrats relatifs : i) à l'audit des comptes 2011 du PPMS (10 300 000 FCFA) le Don UE (8 600 000 FCFA) ; ii) à l'étude bilan des programmes menées par le PPMS et l'introduction du soja dans la zone d'intervention du Projet (20 216 350 FCFA) ; iii) à l'évaluation du mécanisme de reconstitution des fonds intrants et matériels, suivi de l'évolution des revenus des bénéficiaires du projet et la mise en place d'une base de données sur accès (14 077 400 FCFA). Cet examen n'appelle pas d'observation particulière par rapport au respect des procédures nationales et de celles du FIDA. La mission estime que les systèmes nationaux mis en œuvre (SIGFIP/SIGMAP) permettent un contrôle adéquat des procédures de passation des marchés et de contractualisation.
- ✓ Registre des contrats. Les deux (2) registres de contrats mis en place sont à jour ; ils concernent : (i) les marchés/conventions passés sous la DMP avec une numérotation du SIGMAP ; (ii) les contrats de consultation restreinte de la commission interne de passation des marchés. Ces registres permettent un suivi de l'exécution financière des marchés et contrats. Il est important de le compléter par un suivi de l'exécution physique renseigné par le RSE.
- ✓ Etats Certifiés des Dépenses. La revue des ECD sur les DRF N° 74, 78, 81 et 82 n'appelle pas d'observation particulière. La mission estime que les vérifications effectuées par le Contrôleur Financier et le Régisseur avant tout paiement des factures permettent de garantir la qualité des ECD. En outre le traitement des DRF au niveau des différentes étapes du processus de validation et de signature, sécurise d'avantage la justification des règlements.
- ✓ Protocoles/Conventions. La revue met en évidence 19 Protocoles/Conventions hors don UE (03) dont les plus importants sont ceux signés avec les partenaires ci-après : (i) ONDR, 1 930 800 000 FCFA dont 1 751 888 273 FCFA décaissés soit un taux d'exécution global de 90,73% (ii) le CSRS, 528 935 105 FCFA dont 339 380 488 FCFA, soit 64,16% ; (iii) le PNUD, 204 905 000 FCFA dont 130 550 842 FCFA soit 63,71% ; (iv) CECED, 113 185 600 FCFA dont 79 145 000 FCFA soit 69,92% ; (v) BEA, 100 000 000 FCFA dont 99 999 921 FCFA soit 100%. Globalement les 19 Protocoles/Conventions totalisent un montant de 3 132 053 666 FCFA dont 2 567 824 969 FCFA soit 81,99%. L'évaluation des prestataires effectuée en 2012 dans le cadre du rapport d'achèvement du projet a mis en évidence des insuffisances dans la mise en œuvre des activités par les partenaires. la mission estime que la contractualisation des partenaires doit être sous tendue par des TDR précis, des cahiers de charge détaillés prenant en compte notamment les indicateurs de performance requis et le planning de reporting technique et financier permettant le suivi des opérations sur le terrain.

Plus spécifiquement en ce qui concerne la convention/ONDR, une avance d'un montant de soixante quinze millions de francs CFA (75 000 000), payé par DPD N° 25 du 05/06/2009, n'est pas encore justifiée. Elle concerne : i) la mise à disposition d'un fonds de roulement de 60 000 000 FCFA à trois (3) unités de transformation (Katiola, Korhogo, Ferké) à raison de 20 000 000 FCFA/unité ; ii) l'équipement des bureaux des gérants pour 10 000 000 FCFA ; iii) des frais de formation des gérants pour 5 000 000 FCFA. La mise en place des ces fonds étant assujettie à l'opérationnalisation des unités de transformation, la mission estime qu'une partie de ces ressources doit être utilisée par l'ONDR pour régler dans les meilleures délais le problème d'opérationnalisation des trois (3) unités concernées. Il reste attendu que le moment venu, le solde devra être affecté à la prise en charge des rubriques dépenses initialement établies. Le suivi

d'exécution de cette activité devra être assuré par la tutelle technique et le représentant de l'Emprunteur en collaboration avec le point focal FIDA.

64. Comptabilité 2011 et audit. Les états financiers des comptes arrêtés au 31/12/11 ont été envoyés au FIDA le 31/03/12 conformément à l'accord de Prêt. L'audit est en cours de réalisation et le rapport provisoire a été transmis le 19/06/12. Il a été analysé et retourné à l'auditeur le 20/06/12. A cet égard, toutes les dispositions nécessaires sont en train d'être prises pour la transmission du rapport final au FIDA avant le 30/06/12.

65. Comptabilité 2012. Elle n'est pas à jour à fin mai en ce qui concerne les imputations, la saisie des écritures et la production des états comptables (grands livres et balances). Cependant, les rapprochements bancaires mensuels des quatre (4) comptes du projet ont été effectués ; ce qui n'appelle pas d'observation particulière, les écritures en suspens en fin mai étant celles du mois. L'arrêté de clôture et d'audit devra respecter le planning suivant :

- Arrêté des comptes/clôture du Prêt: 14/07/2012
- Audit de clôture et rapport du Prêt : 31/07/2012

Conformément à la recommandation de la dernière mission de supervision de 2011, le cabinet retenu pour l'audit des comptes 2011 effectuera l'audit de clôture.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Transmission des immobilisations du PPMS au PRAREP/PROPACOM en attendant l'acquisition par ces projets de leurs propres moyens	Coord/DEP	30/06/12
Accord préalable avec le FIDA pour tout recrutement ou transfert de personnel au projet et payé sur fonds du Trésor.	Coord/DEP	Pour mémoire
Dispositions nécessaires pour que toutes les DRF/DPD actuellement en préparation et/ou en instruction soient transmises au FIDA	Coord/RAF/DEP/DAFP/DP	30/06/12
Capitalisation des leçons tirées du PPMS pour mieux mobiliser les ressources des dons PRAREP/PROPACOM en termes de délais de traitement au niveau pays et de paiement	UGP/RAF/DEP/DAFP/DP/FIDA	Pour mémoire
Capitalisation des leçons tirées du PPMS pour mieux exécuter les PTBA du PRAREP/PROPACOM afin d'atteindre des taux d'exécution d'au moins 75%.	Coord/RAF	Pour mémoire
Apurement de l'écart de reconstitution du compte spécial de 1 352 490 FCFA en virant ce montant du compte spécial au compte de contrepartie	Coord/RAF	30/06/12
Capitalisation des leçons tirées du PPMS pour contractualiser les partenaires/prestataires sur la base de TDR précis, accompagné de cahiers de charges détaillés avec indicateurs de performance et planning de reporting technique et financier	Coord/RAF	Pour mémoire
Affectation d'une partie des 75 000 000 FCFA relatifs au fonds de roulement, à la formation des bénéficiaires des trois (3) unités de transformation ainsi qu'à l'équipement des bureaux de gérant, pour opérationnaliser d'abord les unités concernées	ONDR/MINAGRI/MEF/Point Focal FIDA	Pour mémoire
Arrêté des comptes du PPMS au 30/06/12 et élaborer les états financiers de clôture	Coord/RAF	14/07/12
Exécution de l'audit de clôture par le cabinet qui a effectué l'audit des comptes au 31/12/11 et transmettre les rapports au FIDA	Coord/RAF	31/07/12

F. Durabilité

66. Le Projet a procédé à la structuration des groupements, en renforçant leurs capacités d'organisation, de fonctionnement, de gestion financière et technique. A travers les comités de gestion des aménagements (CGA), les groupements et les coopératives départementales, le Projet a su développer une dynamique de partenariat capable d'asseoir la durabilité des actions menées sur le terrain. Ce résultat est renforcé par le partenariat avec les structures pérennes de l'Etat engagées dans le développement à la base (ANADER, ONDR, DNCS, SAA, DHH etc.). Il s'y ajoute les synergies d'actions avec les partenaires au développement tels que le PNUD et le CSRS et les autres intervenants de la zone (ARK, BFCD, NTN, Fédération GNOMPININ etc.).

67. Même si les résultats provisoires de la reconstitution des fonds intrants sont à améliorer, il reste que la dynamique initiée est déjà une première étape dont la capitalisation permettra d'atteindre à terme l'objectif de durabilité.

68. Le Bureau de Vente des Producteurs (BVP), un outil d'aide à la commercialisation, mis en place par le PACIL (Projet d'Appui à la Commercialisation et aux Initiatives Locales) et consolidé par le PPMS, constitue une amorce dans la mise en place de mécanisme durable en matière de commercialisation des produits agricoles. Il a pour mission principales, (i) l'appui organisationnel à travers la structuration et la mise en place de texte juridique et des document de gestion ; (ii) la formation en gestion coopérative, technique de commercialisation (recherche de marché, négociation, fixation de prix), estimation des coûts de production...etc. ; (iii) l'appui à la commercialisation à travers la diffusion de l'information commerciale (les prix et les quantité disponible et), la recherche de débouché et la mise en relation, l'organisation de la pré collecte et le groupage.

69. La mission note, malgré les efforts fournis dans la conduite des opérations, qu'il subsiste des limites et des obstacles au fonctionnement optimal du BVP. En effet, compte tenu de l'ampleur des tâches et de l'étendue de la zone à couvrir, le BVP a encore besoin d'appuis additionnels pour mener à bien sa mission.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Poursuivre la dynamique de partenariat développée par le PPMS avec les structures pérennes de l'Etat, les autres partenaires au développement et les ONG dans le cadre de la mise en œuvre du PRAREP/PROPACOM	UGP PRAREP/PROPACOM	Permanent
Capitaliser les résultats provisoires de la stratégie de reconstitution du fonds intrants et poursuivre l'action dans le cadre du PRAREP/PROPACOM	UGP PRAREP/PROPACOM	Immédiat
Apporter un appui additionnel au BVP pour lui permettre un fonctionnement optimal	UGP PRAREP/PROPACOM	Juillet 2012

G. INNOVATIONS ET GESTION DES SAVOIRS

70. L'introduction de l'expérience de l'Eco-ferme par le PPMS constitue une innovation dans la mesure où elle permet d'améliorer l'alimentation (humaine et animale), l'irrigation, l'approvisionnement en énergie et de répondre aux principaux défis liés à la gestion, au traitement et à la valorisation des déchets par la production de biogaz et de fumure organique à partir du recyclage des ordures ménagères. Elle permet également de réduire les émissions de gaz à effet de serre et la réduction de la déforestation, en réduisant les besoins en bois-énergie grâce au biogaz produit.

71. Les premiers résultats sont prometteurs, d'autant plus que les 50 premiers producteurs formés ont réussi la réplique des pratiques/technologies de leur choix, pour tous ceux qui disposent de sources d'eau pérenne. La promotion du Centre nécessite que les efforts soient poursuivis par les projets futurs, notamment en direction des jeunes producteurs ou des jeunes désireux de devenir agriculteurs en utilisant des moyens modernes de production. L'action devra s'inscrire dans la durée en recherchant les synergies avec les autres initiatives ciblant les jeunes. Les producteurs formés devront être appuyés pour leur installation et accompagnés en appui-conseil de proximité par le Centre.

72. En lieu et place du système goutte à goutte, le Projet a développé un système d'irrigation composé de motopompes et de bacs de stockage (principal et secondaires) qui a été expérimenté et diffusé. Les bacs de stockage permettent de procéder à l'irrigation des planches de culture avec des arrosoirs. Ces systèmes simples ont été mis au point pour réduire la pénibilité du travail d'exhaure et d'irrigation des parcelles. Ainsi, les distances de transport sont réduites à 15 mètres au lieu de 100 voire 150 avant l'aménagement.

H. Autres aspects

73. **Mise en œuvre des principales conventions du PPMS/Partenaires.** Dans le contexte sociopolitique et sécuritaire qui prévalait après la réactivation du projet en 2007, l'UGP du PPMS a signé des conventions de gré à gré avec le CSRS, le PNUD et l'ONDR pour appuyer les filières maraîchères, rizicoles et autres vivriers (maïs, soja, manioc, igname). Ces structures ont sous-traité avec des opérateurs spécialisés pour appuyer la production, la commercialisation, la structuration des filières et la transformation.

74. **Conventions passées avec le Programme National Riz (PNR/ONDR).** La contractualisation avec l'ONDR a concerné quatre conventions. Trois de ces conventions relatives uniquement à la fourniture et la livraison de semences et d'intrants ont été exécutées à des taux d'exécution physique et financiers satisfaisant de plus de 90%. Par contre, la quatrième convention relative à l'exécution du Programme d'Urgence Riz (PUR) d'un montant de 1 930 800 000 FCFA, présente une exécution physique d'environ 65% (RAP) contre un taux d'exécution financier de 90,77%.

75. La mission note avec satisfaction les résultats substantiels obtenus en matière d'appui à la production agricole, mais relève toutefois une faible exécution en matière d'appui à la transformation et la commercialisation de riz blanchi.

76. La durabilité des interventions est appréciée à travers le renforcement de capacité des producteurs, l'appui à l'organisation des producteurs et la mise en place du mécanisme de fonds intrants/équipement qui permettent de sécuriser les campagnes agricoles. Bien que les formations et l'appui conseil technique aient permis une bonne maîtrise des techniques culturales par les producteurs, il semble que le renforcement des capacités n'ait pas atteint un niveau de consolidation en matière d'organisation, de gestion et négociation commerciale.

77. Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention PUR, 50 Comités de Gestion de l'Aménagement (CGA) ont été mis en place. Ces comités intervenant au niveau du périmètre et qui rendent des services à leurs membres (distributions d'intrants, de petits matériels agricoles et recouvrement), ont fédéré en sept coopératives départementales. La mission constate que les appuis du PPMS dans le cadre du PUR qui ont été principalement destinés aux CGA (fourniture de semences/intrants, matériel et équipements formation/appuis-conseils) ont permis d'avoir des CGA dynamiques, contrairement, aux coopératives départementales encore embryonnaires, fragiles et dont le rôle est mal perçu par leurs membres du fait, entre autres, de la non opérationnalisation des mini-rizeries.

78. Concernant le mécanisme de reconstitution de fonds intrants, le taux de reconstitution du fonds intrants/équipements relativement faible de 50,1% remet en cause la pérennisation du mécanisme. Il ressort des leçons apprises que la durabilité du mécanisme est fortement liée à : (i) une bonne structuration des organisations des producteurs ; (ii) une bonne capacité de production et de commercialisation ; et (iii) un arrimage avec les institutions de finance rurale.

79. **Conventions passées avec le PNUD.** Deux conventions ont été effectivement exécutées par le PNUD. La première approuvée le 27/12/2006, a été entièrement exécutée à travers (i) l'achat et la livraison de 5 tonnes de semences de maïs et de 2 tonnes de semences d'arachide ; (ii) l'achat et la livraison de 37,5 tonnes d'engrais NPK et de 25 tonnes d'urée et (iii) l'achat et la livraison de 6 tonnes de semences de riz pluvial. La deuxième, signé en 2008 a effectivement démarré en 2009 avait pour objet l'appui à la production de maïs, l'appui à la commercialisation des productions agricoles et l'appui à l'eau potable.

80. La mise en œuvre de cette dernière convention enregistre un taux d'exécution financier moyen de 63,71%. Sur le plan de l'exécution physique, le volet appui à la

production de maïs a été exécuté de manière satisfaisante avec la mise en culture de 400 ha par 70 groupements regroupant 3.370 bénéficiaires dont 2.118 femmes. Cependant, la mission relève que les appuis et formations relatifs à la transformation du maïs n'ont pas atteint un niveau d'exécution satisfaisant. En effet, sur 15 sessions de formations prévues une seule a été organisée.

81. Concernant le volet appui à la commercialisation, sur la base des recommandations de l'étude sur les systèmes de commercialisation, les interventions ont visé le renforcement des capacités du BVP et l'amélioration du conditionnement et du stockage des produits pour réduire les pertes post-récolte. La mission constate que le renforcement des capacités du BVP (fourniture de 3 motos, 1 ordinateur de bureau, un ordinateur portable et la mise à disposition d'un fonds de roulement) lui a permis d'étendre ses activités dans d'autres départements de la région de la vallée du Bandama (Katiola, Dabakala). Cet appui devra cependant être poursuivi en vue d'une extension effective de ses interventions dans les autres régions (Savanes et Zanzan). Concernant, les appuis aux groupements de producteurs (distribution de kits à 136 groupements de commercialisation et la construction de 13 hangars de stockage), la mission relève la nécessité de consolider le renforcement de capacité des groupements dans les domaines de (i) l'organisation et du suivi de la commercialisation, (ii) l'information sur les prix des produits agricoles, (iii) la mise en relation entre les producteurs et acheteurs, et (iv) la mise à disposition d'infrastructure de stockage.

82. **Conventions passées avec le CSRS.** Quatre conventions ont été signées avec le CSRS pour l'appui à la production vivrière des cultures de soja, maïs, igname et manioc, l'expérimentation à titre pilote de la culture de pomme de terre et le développement de la filière maraîchère.

83. Dans l'ensemble, les conventions relatives à l'appui à la production vivrière ont connu un niveau de mise en œuvre acceptable avec un taux d'exécution moyen de 76%. Ce volet a permis l'adoption et la diffusion de deux variétés à hauts rendements d'igname et de manioc par les producteurs. Toutefois, les appuis relatifs à l'encadrement technique et à la formation des producteurs restent insuffisants pour permettre une bonne maîtrise par les producteurs des techniques de production du soja et du maïs.

84. La mission constate des contreperformances dans la mise en œuvre des activités relatives au développement de la filière maraîchère et l'introduction de la pomme de terre. Les expériences pilotes sur la pomme de terre ont été menées sur 5 sites pilotes de 500 m² chacun. La diffusion de ces expériences n'a pas pu être effectuée faute de disponibilité de semences.

85. Concernant, le développement de la filière maraîchère, la dernière convention signée avec le CSRS en 2009 d'un montant de 330 635 105 FCFA présente un taux d'exécution financière faible de 56,17%. En terme de réalisation, sur les 20 sites maraîchers (10 à pompage et 10 à puits) confiés au CSRS seulement 4 sites sont achevés (site à pompage) et 16 inachevés (6 à pompage et 10 à puits). L'essai pilote de mise en place d'un système goutte à goutte n'a pas pu être réalisé. Toutefois, les formations techniques et la fourniture d'intrants ont permis une amélioration substantielle des rendements. Par contre, un accent particulier devra être mis sur les appuis à la commercialisation, notamment la formation des producteurs à l'élaboration de comptes d'exploitation, la mise en place de comités de commercialisation et la fourniture de moyens de conservation et de stockage. En termes de durabilité, le mécanisme de reconstitution des fonds intrants pour pérenniser les activités de productions a connu un faible niveau de reconstitution. Ceci principalement en raison de la mévente des produits agricoles.

86. **Contraintes majeures de mise en œuvre des conventions.** Les principaux partenaires du PPMS ont eu recours à des opérateurs spécialisés en sous-traitance pour exécuter les conventions ; ce qui s'est avéré inefficace. En effet, en raison des

contraintes de trésorerie, ces partenaires n'ont pas pu respecter leurs engagements de paiement envers leurs sous-contractants. Ce qui a eu pour conséquence une exécution des activités en deçà des attentes.

87. Aussi, pour les futurs projets/programmes, devrait-on privilégier la signature de conventions/contrats directs avec les opérateurs spécialisés sur le terrain. Ceux-ci devraient avoir une bonne capacité technique, en ressources humaines, matérielles, logistiques et financières, en suivi-évaluation et une bonne implantation sur le terrain. Des conventions cadre de coordination et de suivi-évaluation devraient être signées avec les structures mère en charge de la coordination stratégique.

88. En plus, le dispositif de suivi (collecte de donnée, rapportage) mis en place par les principaux partenaires et leurs sous-traitants n'a pas fonctionné ; ce qui a rendu difficile le suivi cohérent de l'exécution des conventions par l'UGP.


89. Le système de gestion des finances publiques en Côte d'Ivoire basé sur le paiement après service fait engendrant des délais relativement longs (4 à 6 mois), a entraîné des retards dans la mise à disposition des ressources aux contractants du PPMS. Ces contraintes ont été exacerbées par les crises successives qu'a connu le pays qui ont rallongé les délais de traitement des demandes de paiement tant au niveau de la partie nationale qu'au niveau du FIDA. Le paiement des prestataires a été également retardé par l'indisponibilité à temps des justificatifs des dépenses effectuées (rapports et factures).


Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
La signature de conventions/contrats directs avec les opérateurs spécialisés sur le terrain sera privilégiée et la sous-traitance évitée dans la mesure du possible. Ces opérateurs spécialisés devront avoir une bonne capacité technique, en ressources humaines, matérielles, logistiques et financières, en suivi-évaluation et une bonne implantation sur le terrain.	UGP PRAREP/PROPACOM	Permanent
Des conventions/contrats d'exécution seront signés avec les opérateurs spécialisés sur le terrain, et adopter des convention-cadres de coordination et de suivi-évaluation avec les structures-mères en charge de la coordination stratégique	UGP PRAREP/PROPACOM	Permanent

I. Conclusion

90. En dépit des perturbations observées dans sa mise en œuvre, le Projet a enregistré des résultats notables dans certains domaines, notamment dans l'accroissement des revenus et l'amélioration de la sécurité alimentaire. Il reste entendu que les acquis du PPMS restent à être sauvegardés, consolidés, répliqués et mis à l'échelle notamment dans le cadre des autres interventions du FIDA dans la zone.

Le FIDA et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire approuvent les conclusions de la mission de supervision.


Abdoul Wahab BARRY
Chargé de Portefeuille FIDA


Nourou COULIBALY
Directeur Général de la Programmation
des Projets et des Statistiques

18/9/2012
Date



Appendices et annexes

- Appendice 1 Résumé de l'état d'avancement du projet et notes
- Appendice 2 Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus
- Appendice 3 Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante
- Appendice 4 Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement
- Appendice 5 Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI
- Appendice 6 Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits
- Appendice 7 Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes (PPMS)
Mission de supervision: du 12 au 23 juin 2012

Aide-mémoire

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes

Projet 1133 [536] Projet d'appui aux petits producteurs maraîchers

Faits essentiels

Pays	Côte d'Ivoire			No. du projet	1133	No. du prêt/don DSF	536
Projet	Projet d'appui aux petits producteurs maraîchers					Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	11/07/2012					Conditions de financement	HC
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD						
Nbre de Supervisions	5	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	2				
Dernière Supervision	21/06/2012	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	15/07/2011				

				Million USD		% Taux de décaissement
Approbation	04/05/2000			Coût total	14.03	
Accord	09/06/2000	Délai d'entrée en vigueur	16.5	FIDA Total	11.17	
Entrée en vigueur	11/09/2001	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	11.17	87
Examen à mi-parcours				Don DSF		
Achèvement	31/12/2011	Dernier amendement		Don FIDA		
Clôture	30/06/2012	Dernier audit	12/06/2012	Financement national total	2.85	
Nbre de prolongations	1			Beneficiaries	1.11	0
				Government (National)	1.74	0
				Cofinancement total		

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	4	4	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de prêt	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	3	3	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes (PPMS)
Mission de supervision: du 12 au 23 juin 2012

Aide-mémoire

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Gestion du projet et suivi/évaluation	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Planification participative/renforcement capacités	3	3	2. Autonomisation	4	4
3. Développement de l'irrigation	4	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
4. Développement de l'horticulture	4	4	4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	3	3
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

Le taux de décaissement est 4 en considération du "freeze" des activités pendant une année complète (2010-2011) suite aux élections présidentielles. B.2 Etat d'avancement de l'exécution du projet Issue B.2.5: La culture maraîchère sur laquelle le projet a travaillé implique surtout les femmes et les jeunes. B.4 Durabilité Point B.4.3: La participation des groupes cibles (femmes et jeunes) a été effective dans la mise en œuvre du projet. Issue B.4.5: A cause de la guerre qui a sévi pendant une longue période, le projet n'a fonctionné effectivement que pendant trois ans sur les huit années prévues. Ce court délai n'a pas permis au projet de mettre en place des institutions de pérennisation.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Suite à la crise qui avait frappé la zone d'intervention du Projet, le FIDA et le Gouvernement en 2006, ont réactivé le Projet en mettant en place un programme prioritaire. Des actions de réhabilitation et de reconstitution des capacités minimales de production furent menées en direction des populations rurales vulnérables, par la fourniture d'intrants (semences, engrais et outillages). En l'absence des opérateurs qui ont quitté la zone d'intervention, un partenariat fut établi avec le PNUD, le CSRS et le PNR pour assurer la distribution des intrants aux producteurs. En 2008, le projet a été recadré avec l'intégration des vivriers (riz, maïs, igname, manioc), de l'accès à l'eau potable et aux soins de santé primaire, pour tenir compte du contexte post-conflit du Pays. Le démarrage effectif du PPMS n'est donc intervenu qu'en 2009. L'exécution des activités s'est poursuivie jusqu'en octobre 2010 puis s'est interrompue de novembre 2010 à juillet 2011. Le PPMS n'a fonctionné que sur 3 années de façon intermittente sur les 8 ans prévus. Évalués sur l'ensemble de la période d'exécution (septembre 2001 à novembre 2011), les résultats du projet sont quelque peu mitigés, mais si on prend en compte les années de mise en œuvre effective, la performance du projet est globalement satisfaisante. Le taux d'exécution du PTBA avoisinerait 90%. On peut noter que seuls les points 3, Fonds de contrepartie et son action sur la Conformité avec l'Accord de Prêt, point 4 de la section B1, et le point 2 de la section B2, Exécution du Suivi-évaluation ont eu une mise en œuvre mitigée.

C.4 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

L'appui à la production maraîchère en 2011 s'est traduit par : i) l'élaboration participative de 36 plan de développement maraîchers sur 50 prévus (72%) ; ii) la mise en valeur de 123 ha par 4600 producteurs dont 3 700 femmes (86%) ; iii) les travaux de réalisation des sites de pompage dont 10 sont terminés et 13 en voie d'achèvement. En ce qui concerne les objectifs complémentaires après le recadrage du Projet, les résultats sont intéressants : i) 5 296 ha mis en valeur en deux (2) cycles sur 50 sites avec une production 53 000 t de paddy, soit un rendement moyen de 5 t/ha/cycle, tout cela au bénéfice de 9 241 producteurs dont 3 475 femmes (37,6%) ; ii) constitution, formalisation et organisation de comités de gestion d'aménagements CGA qui se sont fédérés en sept (7) coopératives départementales dont quatre (4) sont fonctionnelles ; iii) acquisition de sept (7) mini-rizerie dont trois sont en cours d'installation ; iv) travaux de réhabilitation des pompes villageoises démarrés, et 78 pompes achevées ; v) pour les autres cultures vivrières, mise en valeur de 619 ha de soja par 4 456 producteurs dont 3 564 femmes (80%) dans 164 groupements, 3 870 ha de maïs (30 895 producteurs dont 16 362 femmes), 17 ha de parcelles de production de semences d'igname (117 producteurs) et 38 ha de parcs à bois de manioc (200 producteurs dont 30% de femmes). On peut noter que les rendements pour les céréales ont augmenté notablement : riz, de 2,5 t à 5 t/ha ; maïs, de 1,5 à 2,5 t/ha. Bien que le système de Suivi-évaluation mis en place n'ait pas été validé par un expert, il a quand-même fonctionné manuellement, sans base de données électronique, les indicateurs RIMS étant régulièrement mis à jour.

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes (PPMS)
Mission de supervision: du 12 au 23 juin 2012

Aide-mémoire

C.5 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Le système de passation des marchés fonctionne normalement; et les décaissements se sont améliorés malgré la lourdeur du SIGFIP qui, du reste, est un outil efficace qui assure une gestion rigoureuse des ressources. La préparation de l'audit du projet de l'exercice 2011 est en cours et le retour devrait parvenir au FIDA avant le 30 juin 2012.
Avancement de l'exécution du projet	L'exécution du PTBA 2011 sur la période du 1er juillet au 30 novembre 2011 montre une performance satisfaisante. Les activités du Projet ont été réalisées dans le cadre du faire-faire par deux (2) institutions internationales, le PNUD et le CSRS, deux (2) structures étatiques nationales, le PNR (devenu depuis l'ONDR) et l'ANADER, et un ensemble d'ONG des Régions de la Vallée du Bandama et des Savanes. D'une manière générale, bien que le niveau d'exécution des activités du Projet soit bien avancé, il reste que certaines d'entre elles ne pourront s'achever, en raison de la fin prochaine du PPMS le 31 décembre 2011, que dans le cadre de la mise en œuvre du PRAREP et du PROPACOM.
Produits et réalisations	Le projet a réalisé 36 plans de développement maraîcher. Sur ces sites, 4300 membres de groupements dont 3700 femmes ont reçu un appui conseil. Plus de 320 projecteurs-relais dont 170 femmes ont bénéficié d'une formation sur les itinéraires techniques de la culture maraîchère et sur la commercialisation. Pour le développement de la riziculture, le projet a appuyé la mise en valeur de plus de 5000 ha de terre sur 50 sites. L'appui a également porté sur la fourniture de matériel dont 1000 kits de petit matériel, 30 motoculteurs, 14 batteuses, 50 attelages et 139 bâches ainsi que 100 tonnes de semences sélectionnées et autres intrants.
Durabilité	La pérennité des activités du Projet est basée sur trois (3) facteurs essentiels mis en exergue dans sa mise en œuvre : i) l'augmentation durable de la production vivrière sur laquelle le Projet a mis l'accent ; ii) la stratégie de commercialisation des produits agricoles à travers le Bureau de Vente des Produits (BVP) basé à Bouaké dont une antenne est prévue pour Korhogo, et iii) la reconstitution des fonds des intrants et matériels subventionnés qui semble prometteuse. Ces facteurs combinés avec la structuration des groupements, comités de gestion des aménagements, des coopératives départementales et le renforcement des capacités de leurs membres, ainsi que le partenariat avec les structures pérennes de l'Etat impliquées dans le développement à la base devraient assurer la durabilité des actions du Projet.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Le PPMS n'a fonctionné effectivement que pour 3 ans de façon intermittente sur les 8 ans prévus du projet à cause de la guerre et des troubles qui ont eu lieu dans le pays. De ce fait, certaines activités ne pouvaient pas être complétées	Le rapport d'achèvement devra identifier les activités à achever et celles nécessitant une consolidation par le PRAREP.	December 2011 – March 2012	En cours de réalisation
Pérennisation des acquis du PPMS.	La préparation du rapport d'achèvement du Projet devra démarrer immédiatement après le 31 décembre 2011. Les leçons apprises devront être capitalisées et utilisées par le PRAREP et le PROPACOM.	durant l'exécution du PPMS et du PRAREP	Juillet 2012

Observations supplémentaires

APPENDICE 2 : Résumé des principales mesures à adopter dans les délais convenus

DOMAINE D'ACTIVITE	MESURE CONVENUE	RESPONSABILITE	DATE
EXECUTION DU PROJET			
Infrastructures d'irrigation	Programmation de l'achèvement des sites à pompage et la réalisation des sites à puits, ainsi que l'adaptation des types d'irrigation (goutte à goutte, pompage solaire ...) aux systèmes de production dans le cadre de la mise œuvre des activités du PRAREP et du PROPACOM	Resp Infrastructure PRAREP/ PROPACOM/UGP	PTBA 2013
Consolidation, partage et répliation d'expérience	Expérience des groupements de Kpato et de Djébonoua à consolider, répliquer et mettre à l'échelle	UGP PRAREP/PROPACOM	Permanent
Installation des mini-rizeries	Achèvement par L'ONDR de l'opérationnalisation des trois magasins terminés avec une partie de l'avance à lui versée par le PPMS pour le compte des coopératives. Le PRAREP assurera la construction et l'opérationnalisation des deux (2) mini-rizeries de Bouaké et de Béoumi non encore démarrés ; les unités de Boundiali et de Sakassou étant prises en charge sur d'autres financements (ONDR).	UGP/Resp Infrastructures ONDR/MINAGRI/MEF/Point Focal FIDA	<ul style="list-style-type: none"> Au plus tard le 14 juillet 2012 pour l'opérationnalisation des trois magasins par l'ONDR Après le recrutement des responsable et assistants infrastructures pour les mini-rizerie de Bouaké et Béoumi
Reconstitution du fonds intrants	Arrimage, à terme, du système de reconstitution du fonds intrants aux institutions de financement du monde rural	UGP PRAREP/PROPACOM	Progressivement
Rapport d'achèvement	Transmission du Rapport d'Achèvement du Projet (RAP) à la tutelle et au FIDA	Consultant/UGP	Fin juin 2012
Validation des études	Restitution et validation des études effectuées	Consultants/UGP	Fin 2012
Plans de développement maraîcher	Prise en compte de la mise en œuvre du des plans de développement maraîchers (PDM) élaborés avec l'appui du PPMS dans le cadre du PRAREP/PROPACOM	UGP PRAREP/PROPACOM	Activité régulière
Mise en œuvre des aménagements maraîchers	Achèvement des aménagements des sites maraîchers devra prendre en compte la formation des producteurs en matière de constitution des comités d'usagers, d'organisation interne des groupements maraîchers pour la gestion et la maintenance des ouvrages et de formation technique des bénéficiaires et des prestataires locaux ; ainsi que la mise en place d'un fonds « matériel et équipements ».	Resp Infrastructures/ UGP PRAREP/PROPACOM	Immédiat
Alphabétisation	Renforcement des activités de sensibilisation l'pour l'alphabétisation et adaptation du calendrier de formation aux activités champêtres	Resp. Réhab agri/UGP PRAREP/PROPACOM	Immédiat
Centre de démonstration de Lokoli	Des efforts complémentaires devraient être fournis pour poursuivre et mettre à l'échelle les activités du Centre de Lokoli (compostage, association soja/manioc)	Resp Réhab Agri/ UGP PRAREP/PROPACOM	Dès juillet 2012
Retenue d'eau de Kpato	Prendre en compte, dans le cadre de la mise en œuvre du PRAREP, la réhabilitation de la digue de retenue du site de Kpato (Sakassou).	Resp. Infrastructures/UGP	Novembre 2012
Pompage solaire	Envisager, en lieu et place des motopompes thermiques, un système pompage salaire couplé avec le système d'irrigation goutte à goutte	Resp. Infrastructures/ UGP PRAREP/PROPACOM	Immédiat
Capitalisation d'expériences	Veiller à capitaliser les expériences des groupements de Kpato et de Djébonoua par des visites d'échanges avec les autres groupements de producteurs de la zone du Projet.	UGP PRAREP/PROPACOM	Novembre/décembre 2012

République de Côte d'Ivoire
 Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes (PPMS)
 Mission de supervision: du 12 au 23 juin 2012
 Aide-mémoire

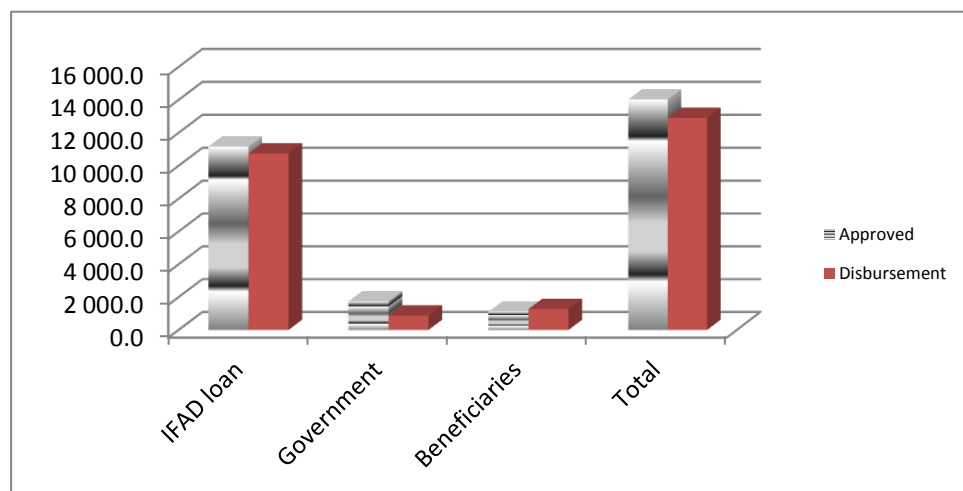
DOMAINE D'ACTIVITE	MESURE CONVENUE	RESPONSABILITE	DATE
ASPECTS FIDUCIAIRES			
Partenariats	Poursuivre la dynamique de partenariat développée par le PPMS avec les structures pérennes de l'Etat, les autres partenaires au développement et les ONG dans le cadre de la mise en œuvre du PRAREP/PROPACOM	UGP PRAREP/PROPACOM	Permanent
Reconstitution du fonds intrants	Capitaliser les résultats provisoires de la stratégie de reconstitution du fonds intrants et poursuivre l'action dans le cadre du PRAREP/PROPACOM	UGP PRAREP/PROPACOM	Immédiat
Commercialisation des produits	Apporter un appui additionnel au BVP pour lui permettre un fonctionnement optimal	UGP PRAREP/PROPACOM	Juillet 2012

Appendice 3: Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement et par composante; décaissements par catégorie

Tableau 3A: Exécution des obligations de financement par source de financement

Source de financement	Approbation (en milliers de USD)	Décaissements (en milliers de USD)	Décaissements en pourcentage
Prêt du FIDA	11 173,7	10 748,7	96,20%
Gouvernement	1 740,1	885,5	50,89%
Bénéficiaires	1 111,8	1 275,6	114,73%
Total	14 025,6	12 909,8	92,04%

IFAD Loan : 10 748,7 USD; Source: Historic Transaction Report (FIDA) du 31/05/2012
Gouvernement : 412 005 559 FCFA soit 875 806,28 USD au taux de 1 USD = 465,257 FCFA du 30/05/12
Bénéficiaires : 593 481 300 FCFA soit 1 275 599,44 USD au taux de 1 USD = 465,257 FCFA du 30/05/12



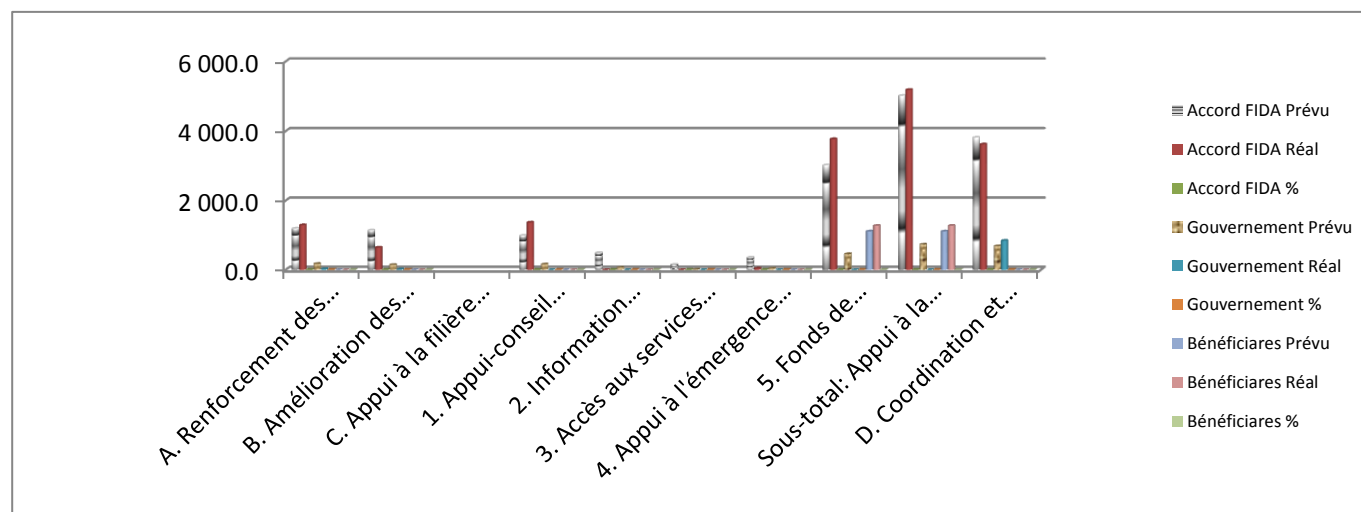
République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes (PPMS)
Mission de supervision: du 12 au 23 juin 2012
Aide-mémoire

Tableau 3B: Exécution des obligations de financement par composante (en milliers de USD)

Composante	Prêt du FIDA			Gouvernement			National 1			Total		
	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé	Montant effectif	%
A. Renforcement des capacités des maraîchers cibles	1 195,4	1 292,2	108,09%	176,1	25,8	14,67%	0	0	0,00%	1 371,5	1 318,0	96,10%
B. Amélioration des techniques/pratiques de petites irrigations	1 142,7	644,6	56,41%	144,6	16,4	11,32%	0	0	0,00%	1 287,3	661,0	51,34%
C. Appui à la filière maraîchère												
1. Appui-conseil (production et valorisation)	990,1	1 369,3	138,30%	161,4	0,0	0,00%	0	0	0,00%	1 151,5	1 369,3	118,92%
2. Information économique et connaissance des marchés	492,9	0,0	0,00%	64,2	0,0	0,00%	0	0	0,00%	557,1	0,0	0,00%
3. Accès aux services financiers	152,5	0,0	0,00%	8,7	0,0	0,00%	0	0	0,00%	161,2	0,0	0,00%
4. Appui à l'émergence d'OPA maraîchères	359,4	43,0	11,96%	39,9	0,0	0,00%	0	0	0,00%	399,3	43,0	10,77%
5. Fonds de développement maraîcher	3 023,3	3 775,1	124,87%	459,5	0,0	0,00%	1 111,8	1 276	114,73%	4 594,6	5 050,7	109,93%
Sous-total: Appui à la filière maraîchère	5 018,2	5 187,4	103,37%	733,8	0,0	0,00%	1 111,8	1 275,6	114,73%	6 863,8	6 463,0	94,16%
D. Coordination et gestion	3 817,4	3 624,5	94,95%	685,5	843,3	123,02%	0	0	0,00%	4 502,9	4 467,8	99,22%
Total	11 173,7	10 748,7	96,20%	1 740,1	885,5	50,89%	1 111,8	1 275,6	114,73%	14 025,6	12 909,8	92,04%

Décaissement: IFAD Loan: sources/ CF.3A

Gouvernement: taux du 30/05/12; 1 USD=465,257 FCFA



République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes (PPMS)
Mission de supervision: du 12 au 23 juin 2012

Aide-mémoire

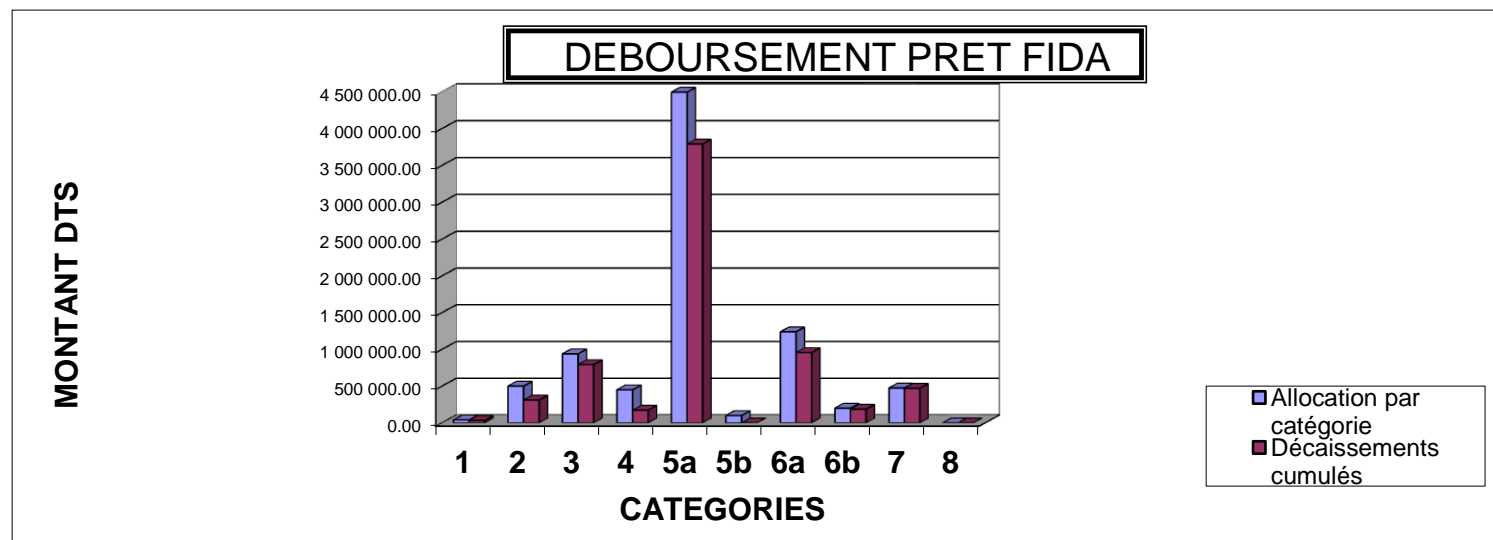
Appendice 3 : Table 3C: IFAD loan disbursements : DTS DECAISSEMENT PRÊT FIDA 536-CI AU 31 MAI 2012

N°	Catégories	Original Allocation	Réallocation	Disbursement DRF n°1 à 77	Balance	%	W/A (*) au FIDA (78)	Disbursement DRF n°1 à 78	%	W/A Pending*	Total	%
I	Génie civil	40 000	40 000	33 060,75	6 939,25	82,65	2 122,05	35 182,80	87,96		35 182,80	87,96
II	Véhicules et Equipement	500 000	500 000	310 710,01	189 289,99	62,14	0,00	310 710,01	62,14	3 062,93	313 772,94	62,75
III	Formation et animation	1 830 000	940 000	793 160,31	146 839,69	84,38	32 298,48	825 458,79	87,81	125 614,32	951 073,11	101,18
IV	Etudes	1 410 000	450 000	172 637,30	277 362,70	38,36	0,00	172 637,30	38,36	105 405,07	278 042,37	61,79
V	<i>Fonds d'investissement</i>							0,00	0,00			
V a)	Fonds de développement maraîcher	2 020 000	4 495 000	3 790 663,32	704 336,68	84,33	3 078,53	3 793 741,85	84,40	287 031,27	4 080 773,12	90,78
V b)	Fonds de garantie	30 000	100 000	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
VI a)	Salaires	1 240 000	1 100 000	957 644,54	142 355,46	87,06	42 053,27	999 697,81	90,88	42 861,53	1 042 559,34	94,78
VI b)	Indemnités	100 000	200 000	186 030,94	13 969,06	93,02	8 024,16	194 055,10	97,03	17 946,03	212 001,13	106,00
VII	Fonctionnement	300 000	475 000	471 669,40	3 330,60	99,30	23 642,49	495 311,89	104,28	24 506,77	519 818,66	109,44
VIII	Non alloué	830 000	0					0,00	0,00		0,00	
	Dépôt initial			359 857,98	-359 857,98			359 857,98	0,00		359 857,98	
	Total/prêt	8 300 000	8 300 000	7 075 434,55	1 224 565,45	85,25	111 218,98	7 186 653,53	86,59	606 427,92	7 793 081,45	93,89

* au taux de 1 DTS = 1,51807 USD ; 1 USD = 521,962 FCFA ; 1 DTS = 791,444 FCFA au 31/05/2012 source www.xe.com/ucc/fr/ pour ces DRF/DPD autres que 81/82 (1DTS=928,85 à l'origine) (en attente au PPMS/DEP/DAFP/DP) DPD 79,80,DRF 81,82 DPD 83,84,85,86,87,88,89,90,91,92)

(*) DRF 78 = 111218,98 DTS (Montant du DEBIT ADVICE du 06 juin 2012)

Figure 1: Décaissement au titre des prêts/dons du FIDA: comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs



ETAT DE RAPPROCHEMENT DU COMPTE SPECIAL AU 31/05/2012

FIDA FORMULAIRE 104

Titre du Projet: Projet d'appui aux petits Producteurs Maraîchers dans les régions des Savanes (PPMS)

PRÊT FIDA: N° 536-CI

Période considérée: 31/05/2012
(Jour-Mois-année)

NUMERO DE COMPTE SPECIAL N°CI092 01001 010 10 000 01 40 01 AUPRES DE LA BANQUE NATIONALE D'INVESTISSEMENT ABIDJAN

1	MONTANT AVANCE PAR LE FIDA	FCFA	400 000 000
2	MOINS: MONTANT TOTAL RECOUVRE PAR LE FIDA	-FCFA	65 751 263
3	EGAL AU COURS ACTUEL DE LA SOMME AVANCEE AU COMPTE SPECIAL (1-3)	=FCFA	334 248 737
4	SOLDE DU COMPTE SPECIAL A LA DATE DU 31/05/2012 RELEVÉ BANCAIRE JOINT	FCFA	103 557
		Sous total de 4	103 557
5	PLUS SOLDE DU COMPTE SPECIAL REGIE PPMS AU 31/05/2012	+FCFA	47 633 548
	PLUS: MONTANT EN ESPECE DANS LA CAISSE	+FCFA	0
		Sous total de 5	47 633 548
	TOTAL SOLDES DU COMPTE SPECIAL, COMPTE DU PROJET, COMPTE DES OPERATION ET ARGENT EN MAINS (4+5)	=FCFA	47 737 105
6	PLUS: MONTANT DES DEPENSES ADMISSIBLES	+FCFA	0
7	PLUS: MONTANT PAYE DU COMPTE SPECIAL, COMPTE D'OPERATION MAIS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ DEMANDÉ		
	RAISON : DRF N° 95 est en préparation	+FCFA	31 195 734

objet	Moyen de paiement	Montant
Frais de mission à l'intérieur agent Coulibaly Yssouf	Chq N° 3803582	60 000
Frais de mission à l'étranger agent Kouakou Cécile	Chq N° 3803572	150 772
Frais de mission à l'intérieur agent Diamouténé Issiaka	Chq N° 3803584	15 000
Frais de mission à l'intérieur agent Coulibaly Yssouf	Chq N° 3803583	105 000
Facture ONG GFM3	OV N° 67	3 000 000
Facture BANI	OV N° 67	2 000 000
Cion pour ordre de virement GFM3	FAV 3160896	5 000
Cion pour ordre de virement BANI	FAV 3160896	5 000
Cion pour ordre de virement BANI	FAV 3160896	250
Cion pour ordre de virement ONG GFM3	FAV 3160896	250
Frais de mission à l'étranger agent Coulibaly Lancina	Chq N° 3803573	150 772
Indemnité de licenciement agent Adjomani Bernard	Chq N° 3803588	5 417 500
Frais de mission à l'intérieur agent Kouassi N'guessan	Chq N° 3803593	200 000
Frais de mission à l'étranger agent Mohamed Sabah Soso	Chq N° 3803574	150 772
Commission diverse	ref:3169884	500
Frais de mission à l'intérieur agent Brou N'guessan	Chq N° 3803596	50 000
Indemnité de licenciement agent Attoh Bra Léonie	Chq N° 3803590	5 417 500
Indemnité de licenciement agent Cissé Moriféré	Chq N° 3803589	5 417 500
Frais de mission à l'intérieur agent Diabagaté Siédou	Chq N° 3803594	1 200 000
Frais de mission à l'intérieur agent Cissé Moriféré	Chq N° 3803592	450 000
Frais de mission à l'intérieur agent Boliga	Chq N° 3803597	300 000
Salaire Mai 2012 agent Diabagaté Siédou	OV N° 72	1 517 000
Salaire Mai 2012 agent Koné Dramane	OV N° 72	1 110 000
Salaire Mai 2012 agent Kouassi N'guessan	OV N° 72	592 000
Facture Diomandé Mariame et Frères	OV N° 73	500 000
Salaire Mai 2012 agent Kangouté Moussa	OV N° 72	259 000
Salaire Mai 2012 agent Hyacinthe	OV N° 72	259 000
Salaire Mai 2012 agent Silué Fougnygué	OV N° 72	166 500
Salaire Mai 2012 agent Tuo Honoré	OV N° 72	166 500
Frais de mission à l'intérieur agent Attoh Bra Léonie	Chq N° 3803598	150 000

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes (PPMS)
Mission de supervision: du 12 au 23 juin 2012

Aide-mémoire

Salaire Mai 2012 agent Konaté Salimata	OV N° 72	129 500	
Frais de virement BACI	VIB 162562	5 250	
Frais de virement CNCE	VIB 162562	5 250	
Frais de virement BNI	VIB 162562	250	
Frais de virement BNI	VIB 162562	250	
Frais de virement BNI	VIB 162562	250	
Frais de virement BNI	VIB 162562	250	
Frais de virement BNI	VIB 162562	250	
Frais de virement BNI	VIB 162563	250	
Frais de virement BNI	VIB 162564	250	
Frais de mission à l'interieur agent Mohamed Sabah Soso	Chq N° 3803595	1 350 000	
Facture de Fraternité Matin	Chq N° 9025489	888 168	
TOTAL		31 195 734	

8 PLUS: MONTANTS DÉJÀ DEMANDES MAIS PAS ENCORE CREDITES A LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET DEMANDER APRES LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE																					
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 20%;">DRF N°</th> <th style="width: 20%;">DATE</th> <th style="width: 20%;">Situation</th> <th style="width: 40%;">MONTANT</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DRF N°78</td> <td>11/01/2012</td> <td>FIDA</td> <td style="text-align: right;">88 430 065</td> </tr> <tr> <td>DRF N°81</td> <td>10/05/2012</td> <td>Dette Publique</td> <td style="text-align: right;">114 897 225</td> </tr> <tr> <td>DRF N°82</td> <td>10/05/2012</td> <td>Dette Publique</td> <td style="text-align: right;">53 341 098</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: right;">Total</td> <td style="text-align: right;">256 668 388</td> </tr> </tbody> </table>	DRF N°	DATE	Situation	MONTANT	DRF N°78	11/01/2012	FIDA	88 430 065	DRF N°81	10/05/2012	Dette Publique	114 897 225	DRF N°82	10/05/2012	Dette Publique	53 341 098	Total			256 668 388	
DRF N°	DATE	Situation	MONTANT																		
DRF N°78	11/01/2012	FIDA	88 430 065																		
DRF N°81	10/05/2012	Dette Publique	114 897 225																		
DRF N°82	10/05/2012	Dette Publique	53 341 098																		
Total			256 668 388																		
TOTAL DES DEMANDES PRECEDENTES PAS ENCORE CREDITES	+FCFA <u>256 668 388</u>																				
9 MOINS: INTERETS GAGNES CREDITES AU COMPTE	0																				
10 EGAL MONTANT TOTAL DE L'AVANCE (N°4 à N°9)	335 601 227																				

11 EXPLICATION DE TOUT ECART ENTRE LES TOTAUX INDICUES AUX LIGNES 3 ET 10 CI-DESSUS	1 352 490								
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 80%;">Description</th> <th style="width: 20%;">Montant</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Reliquat au 31/12/2010 des sommes virées au profit de la contrepartie sur le Compte Spécial</td> <td style="text-align: right;">-1 202 490</td> </tr> <tr> <td>Erreur de virement des sommes au profit de la contrepartie du 10/01/2011 sur le Compte Spécial Régie PPMS</td> <td style="text-align: right;">-150 000</td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">TOTAL</td> <td style="text-align: right;">-1 352 490</td> </tr> </tbody> </table>	Description	Montant	Reliquat au 31/12/2010 des sommes virées au profit de la contrepartie sur le Compte Spécial	-1 202 490	Erreur de virement des sommes au profit de la contrepartie du 10/01/2011 sur le Compte Spécial Régie PPMS	-150 000	TOTAL	-1 352 490	
Description	Montant								
Reliquat au 31/12/2010 des sommes virées au profit de la contrepartie sur le Compte Spécial	-1 202 490								
Erreur de virement des sommes au profit de la contrepartie du 10/01/2011 sur le Compte Spécial Régie PPMS	-150 000								
TOTAL	-1 352 490								

SIGNATURE <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> Nom: _____ Titre: Responsable Administratif et Financier </div> <div style="width: 45%;"> DIABAGATE Siédou </div> </div>	SIGNATURE <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> Nom: _____ Titre: Coordinatrice du Projet </div> <div style="width: 45%;"> KOUAKOU Cécile TOTO Hawé </div> </div>
---	--

12 DATE <div style="border-bottom: 1px solid black; width: 100%;"></div>	
--	--

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes (PPMS)
Mission de supervision: du 12 au 23 juin 2012

Aide-mémoire

Appendice 4: Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Sections	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
RAS	RAS	RAS	RAS	RAS

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes (PPMS)
Mission de supervision: du 12 au 23 juin 2012

Aide-mémoire

Appendice 5: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

<i>Composantes</i>	<i>Sous-composante</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Unité</i>	<i>2,011</i>			<i>Cumulatif</i>		
				<i>PTBA</i>	<i>Réalisé</i>	<i>% de PA&B</i>	<i>Pré-évaluation</i>	<i>Réalisé</i>	<i>% Pré-évaluation</i>
A : Renforcement des capacités des maraîchers cibles	<i>Appui à la formulation des microprojets et à la sécurisation du foncier</i>	Nombre de plans de développement du maraîcher (PDM) élaborés	unité	30	9	30%	70	36	51%
		Nombre d'alphabétiseurs endogènes formés	unité	100	25	25%			
		Nombre de producteurs maraîchers alphabétisés	unité	1500	800	53%			
		Nombre de maraîchers formés aux techniques de Biofarming	unité	100	33	33%			
		Nombre d'encadreurs formés aux techniques de Biofarming	unité	10	11	101%			
B : Amélioration des techniques d'exhaure et d'irrigation	<i>Diffusion des techniques améliorées d'exhaure et d'irrigation</i>	Superficie aménagée afin d'améliorer le système d'exhaure et d'irrigation	hectare	175	100	57%			
		Nombre de sites dotés de station de pompage	Unité	24	24	100%			
		Nombre de sites équipés de puits modernes	Unité	26	0	0			
C : Développement de la filière maraîchage	<i>Appui conseil technique pour la production et sa valorisation aval</i>	Nombre de producteurs bénéficiaires	unité	4600	4600	100%			
		Quantité de semence distribuée	Kg	318	318	100%			
		Quantité d'engrais distribués	Tonne	78	78	100%			

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes (PPMS)
Mission de supervision: du 12 au 23 juin 2012

Aide-mémoire

Composantes	Sous-composante	Indicateurs	Unité	2,011			Cumulatif		
				PTBA	Réalisé	% de PA&B	Pré-évaluation	Réalisé	% Pré-évaluation
		Quantité de pesticides distribués	Tonne	32,3	32,3	100%			
		Nombre de petits matériels distribués	Unité	4804	4804	100%			
		Superficie mise en valeur	Unité	125	123	98%			
		Nombre d'étude des potentialités de transformation des produits agricoles de la zone du projet réalisée	unité	1	1	100%			
	Diffusion de l'information économique portant sur les prix et la connaissance des marchés	Nombre de comités de commercialisation mis en place	Unité	50	6	12%			
		Nombre d'hangars de commercialisation construits et opérationnels	unité	5	3	60%			
	Structuration de la filière et appui aux OPA	Nombre de mécanisme de structuration des filières maraîchères mis en place	Unité	1	1	100%			
		Nombre de journée du maraîcher organisée	unité	1	0	0			
D : Accès à l'eau potable	Diagnostic et réparation de 471 pompes	Nombre de pompes réhabilitées	unité	393	0	0	471	78	17%
	Redynamisation des comités de gestion des points d'eau (CGPE) et formation des artisans réparateurs et des membres des CGPE	Nombre de comités de gestion des points d'eau opérationnels	unité	471	0	0	471	0	

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes (PPMS)
Mission de supervision: du 12 au 23 juin 2012

Aide-mémoire

<i>Composantes</i>	<i>Sous-composante</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Unité</i>	<i>2,011</i>			<i>Cumulatif</i>		
				<i>PTBA</i>	<i>Réalisé</i>	<i>% de PA&B</i>	<i>Pré-évaluation</i>	<i>Réalisé</i>	<i>% Pré-évaluation</i>
		Nombre d'artisans réparateurs des points d'eau formés et équipés	unité	21	0	0			
		Nombre de document de stratégie de gestion des points d'eau élaboré et validé	unité	1	0	0			
		Nombre d'étude d'impact du programme d'accès à l'eau potable réalisée	unité	1	0	0			
E : Programme d'urgence riz	Appui à la valorisation des productions	Nombre d'unités d'achat et de transformation du paddy installées	unité	7	0	0	7	0	
F : Consolidation des acquis du PACIL	Production de soja	Nombre d'unité de production d'inoculum (UPL) réhabilitée	unité	1	0	0			
		Nombre de producteurs de soja et de cantinières informées et sensibilisés sur les modes de transformation et de consommation du soja	unité	240	0	0			
		Nombre d'encadreurs formés sur la transformation et la consommation du soja	unité	15	11	73%			
	Production de maïs	Nombre de comités de commercialisation renforcés	unité	50	72	144%			
		Nombre d'hangars de commercialisation construits et opérationnels	unité	10	10	100%			

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes (PPMS)
Mission de supervision: du 12 au 23 juin 2012

Aide-mémoire

<i>Composantes</i>	<i>Sous-composante</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Unité</i>	<i>2,011</i>			<i>Cumulatif</i>		
				<i>PTBA</i>	<i>Réalisé</i>	<i>% de PA&B</i>	<i>Pré-évaluation</i>	<i>Réalisé</i>	<i>% Pré-évaluation</i>
	<i>Appui à l'aulacodiculture</i>	Nombre de membres de 2ACN (association des aulacodiculteurs du centre et du nord) formés sur la gestion d'une base de données	unité	5	0	0			
		Nombre de base de données mise à la disposition de 2ACN (association des aulacodiculteurs du centre et du nord)	unité	1	0	0			
G : Gestion et coordination du projet		Nombre d'étude de l'évolution des comptes d'exploitation et évaluation du mécanisme de reconstitution des fonds intrants réalisée	unité	1	0	0			
		Nombre d'étude bilan de l'introduction du soja dans la zone du projet réalisée	unité	1	0	0			
		Nombre d'étude d'évaluation des programmes menés par le PPMS réalisée	unité	1	0	0			
		Nombre de base de données sur ACCESS mise en place	unité	1	0	0			
		Nombre d'audit des comptes réalisé	unité	1	1	100%			
		Nombre de rencontre du COP PPMS/PRAREP organisée	unité	1	1	100%			

Appendice 6: Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits

Résumé descriptif	Indicateurs de performance	Indicateurs renseignés	Source de vérification	Conditions critiques
1. OBJECTIF STRATEGIQUE GLOBAL				
Contribuer au développement socio-économique durable des couches sociales démunies, améliorer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> - Les revenus des groupes cibles ont augmenté par l'intensification et la diversification des cultures irriguées - Le statut nutritionnel des familles s'est amélioré avec un impact positif sur la sécurité alimentaire - Les conditions de vie sont améliorées 	<ul style="list-style-type: none"> - Les revenus des groupes cibles ont augmenté d'au moins (10 %) en moyenne par rapport à la situation de base à la fin du projet - Les rendements de maraichers, riz, maïs ont respectivement connu un accroissement de 93.% (7/ à 13T/ha pour toutes les spéculations maraichères), 100 % (2.5 à 5T/ha), 150% (1 à 2.5 T/ha) et sont stabilisés - Accroissement de la production vivrière - Stabilisation des jeunes dans leur terroir 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'achèvement - Etudes d'évaluation d'impacts 	<ul style="list-style-type: none"> - Contexte socio-politique et macro-économique stable
2. OBJECTIFS SPECIFIQUES				
2.1. Les capacités de gestion et de négociation des groupes cibles (ou des individuels) sont renforcées au sein de leurs villages; ceux-ci deviennent les maîtres d'ouvrage de leurs projets d'amélioration du maraîchage	<ul style="list-style-type: none"> - Des Groupements de Femmes (GF) et de Jeunes (GJ) sont fonctionnels dans la majorité des villages concernés par le Projet - Les GF, GJ et individuels ont acquis une capacité de planification, de négociation et de suivi des actions les concernant - Les groupes cibles sont capables d'estimer leurs coûts de revient - Les groupes participent à la conception des investissements, et s'organisent pour la gestion et la maintenance des investissements - Ils sélectionnent et passent les contrats avec les entrepreneurs et les fournisseurs, et ils donnent leur accord aux paiements sur la base des réceptions techniques auxquelles ils participent 	<ul style="list-style-type: none"> - 51 groupements ont été formés à la formulation de PDM et de 225 microprojets. - 411 producteurs relais formés dont 200 femmes sur l'itinéraire technique, commercialisation et vie associative. Ces relais ont répliqué la formation à 1215 producteurs dont 1193 femmes qui sont mieux outillées à la gestion de leurs investissements - 1168 exploitants dont 939 femmes ont reçu une 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités - Enquêtes spécifiques d'évaluation - Rapports des opérateurs chargés de l'appui conseil formation 	<ul style="list-style-type: none"> - adhésion des autorités traditionnelles aux objectifs du Projet après des séances de sensibilisation/information - Forte motivation des groupes cibles et participation dans le cadre d'un partenariat défini - Cohésion durable des groupes

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes (PPMS)
Mission de supervision: du 12 au 23 juin 2012

Aide-mémoire

Résumé descriptif	Indicateurs de performance	Indicateurs renseignés	Source de vérification	Conditions critiques
	<ul style="list-style-type: none"> - Les responsables des groupements ont suffisamment de compétence en gestion et calcul économique simple 	<ul style="list-style-type: none"> formation au champ sur les itinéraires techniques du maraîchage - 4838 exploitants de vivriers ont reçu des formations sur l'itinéraire technique du riz, du maïs, de l'igname, du manioc et du soja. 243 ont répliqué auprès de 6300 pour le riz - 30 responsables de groupements sont formés à la gestion et calcul des coûts selon la méthode GERME 		
2.2. Les groupes cibles (ou les individuels) accroissent et stabilisent leurs production grâce à des techniques améliorées de mobilisation de l'eau, d'irrigation à la parcelle et culturales	<ul style="list-style-type: none"> - Les superficies cultivées en contre-saison ont augmenté - Les rendements ont augmenté et sont stabilisés - Les temps de travaux liés à l'arrosage et la pénibilité sont diminués - La fertilité des sols est améliorée - Des systèmes artisanaux de maintenance sont fonctionnels et les taux de pannes sont acceptables - Les fournisseurs d'équipements et d'irrigation d'exhaure sont actifs 	<ul style="list-style-type: none"> - mise en valeur sur 50 sites maraîchers de 109,75 ha de maraîchers en contre saison - les distances de transport de l'eau sont réduites à 15 au lieu de 100 à 150 mètres avant l'aménagement, réduisant ainsi la pénibilité du travail d'arrosage 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'activité - Rapports de campagne agricole - Rapports des opérateurs de mise en œuvre - Rapport d'achèvement 	<ul style="list-style-type: none"> - Technologies adaptées disponibles et mobilisables - Fournisseurs d'équipements et de services compétents en nombre suffisant
Résumé descriptif	Indicateurs de performance	Indicateurs renseignés	Source de vérification	Conditions critiques
2.3. Les groupes cibles accroissent leurs activités et leurs revenus par un meilleur accès aux facteurs de production et par une meilleure valorisation des productions	<ul style="list-style-type: none"> - La part commercialisée et la marge brute des produits maraîchers s'est accrue - Les systèmes maraîchers se sont diversifiés et s'adaptent aux conditions du marché - Des systèmes de stockage et de transformation se développent - L'utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires raisonnée et optimisée - Agents de vulgarisation donnent les conseils pertinents - Les fédérations professionnelles régionales et les OPA locales existantes s'impliquent dans la filière - Une partie de l'épargne des groupes est déposée dans les caisses mutuelles - Les groupes bénéficient de crédit en quantité 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de la marge des produits maraîchers (tomates et oignons) et du riz consécutive à l'accroissement des rendements - Appui conseil fournis aux groupements de maraîchers, riz et maïs sur l'itinéraire technique, la transformation, la commercialisation de leur production - L'utilisation d'engrais et produits phytosanitaires est 	<ul style="list-style-type: none"> - Comptabilités d'exploitation - Enquêtes ad-hoc sur un échantillon d'exploitations et de groupes cibles - Rapports internes des OPA - Rapport d'achèvement 	<ul style="list-style-type: none"> - La concurrence ne devient pas trop vive - Les variétés sélectionnées sont disponibles - La stratégie des distributeurs privés ou des fédérations d'OPA existantes est favorable aux intrants et équipements maraîchers

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes (PPMS)
Mission de supervision: du 12 au 23 juin 2012

Aide-mémoire

Résumé descriptif	Indicateurs de performance	Indicateurs renseignés	Source de vérification	Conditions critiques
	adéquate	raisonnée et optimisée pour la production de maraichers, riz et maïs - Des comptes individuels et par groupements sont ouverts dans les institutions bancaires en vue de l'épargne - Les contraintes de la mise en marché des produits maraichers sont connues		
3. RESULTATS				
	3.1 Renforcement des capacités des groupes cibles			
3.1.1 Identification des villages et groupes cibles	<ul style="list-style-type: none"> - Environ 100 villages font l'objet d'une analyse des PDL existants croisée avec une estimation des potentialités naturelles et économiques - Environ 45 villages sans PDL sont sélectionnés et sensibilisés (par approches participatives autres que PDL) - Nouveaux PDL élaborés dans 15 villages additionnels 	<ul style="list-style-type: none"> - PDL abandonné au profit des PDM (mission supervision) 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'activité de l'UGP - Rapports de supervision 	<ul style="list-style-type: none"> - Collaboration efficace avec autres projets en cours dans les deux régions - Le rythme d'avancement du PNGTER et des autres projets est suffisant - La demande pour les activités à promouvoir est suffisante
3.1.2 Appui à la formulation des projets à la base et à la sécurisation du foncier	<ul style="list-style-type: none"> - Les bénéficiaires sont regroupés physiquement (périmètre) ou en réseau pour les fonctions nécessaires (approvisionnement, vente) - Des études de faisabilité sont élaborées dans les 160 villages, sous une forme adéquate, où les coûts, les engagements réciproques et les participations financières sont compris des intéressés - Des accords sur l'accès foncier sont passés, permettant une sécurisation suffisante en fonction du type d'investissement - Un programme d'alphabétisation fonctionnelle est lancé en étroite collaboration avec le Projet 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration participative de 51 plans de développement maraîcher (PDM) sur 70 prévus, a abouti à la formulation de 225 microprojets ; - 100% des sites sélectionnés disposent d'un accord écrit de sécurisation foncière ; - Sur 25 sites sélectionnés, 25 d'alphabétiseurs endogènes ont été formés 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'activité de l'UGP - Rapports de supervision - Accords sur le foncier - Interview des responsables de groupement 	<ul style="list-style-type: none"> - Des opérateurs compétents sont disponibles pour l'animation et la formation - Un minimum de responsables des groupes est alphabétisé ou peut l'être dans le cadre des projets existants - Bonne coordination avec le PNGTER, PACIL et PNAGER

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes (PPMS)
Mission de supervision: du 12 au 23 juin 2012

Aide-mémoire

Résumé descriptif	Indicateurs de performance	Indicateurs renseignés	Source de vérification	Conditions critiques
	national d'alphabétisation	et 758 producteurs alphabétisés - Le centre de démonstration de module de bio ferme est opérationnel - 50 personnes dont 11 encadreurs ont été formées et ont reçu un kit de production		
3.1.3 Formation à la maîtrise d'ouvrage des investissements (irrigation et valorisation)	<ul style="list-style-type: none"> - Constitution des comités d'usagers, incluant les producteurs de riz - Mise en œuvre de l'organisation interne des groupements pour la gestion et la maintenance - Formation et suivi sur le terrain entrepris dans les domaines suivants: <ul style="list-style-type: none"> - Information sur le contenu des techniques utilisées, des travaux et des équipements nécessaires; - diffusion des listes courtes des prestataires et fournisseurs, présélectionnés par le Projet; - diffusion des normes de coûts par type d'intervention; - explication des principes et de l'organisation de l'appel à la concurrence locale; et - participation à la réception des travaux et équipements; - identification des artisans de maintenance et principes de tarification 	<ul style="list-style-type: none"> - la livraison tardive des sites maraichers aménagés n'a pas permis la formation des groupements sur la gestion des ouvrages - cependant, concernant la filière rizicole, les membres des CGA ont été formés à la gestion des périmètres rizicoles aménagés - au niveau des mini rizeries la formation n'a pas eu lieu faute d'installation des 7 mini rizeries - Dans le cadre du recadrage du projet, 118 femmes et hommes ont été formés et équipés à la transformation du manioc en attiéké, du soja et du maïs en couscous 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activité - Rapport d'activité de l'UGP - Rapports de supervision - Opinions des entrepreneurs et fournisseurs - Rapport prestataires 	<ul style="list-style-type: none"> - Des opérateurs compétents sont disponibles pour l'animation et la formation - Un minimum de responsables des groupes est alphabétisé ou peut l'être dans le cadre des projets existants
3.2 Amélioration des techniques d'irrigation				
3.2.1 Mise en œuvre de techniques améliorées d'exhaure et d'irrigation à la parcelle	<ul style="list-style-type: none"> - Réalisation des fiches techniques destinées aux promoteurs de base - Des techniques de puits et d'exhaure diversifiées et adaptées aux différentes situations ont été testées et sont efficaces en conditions réelles - Des techniques à la parcelle améliorées et à faible coût sont introduites au niveau de la distribution 	<ul style="list-style-type: none"> - 100 % adhèrent aux techniques améliorées proposées. - Les exploitants des sites ont tous été impliqués dans la conception des systèmes d'exhaure et d'irrigation 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'activité de l'UGP - Rapports de supervision - Rapport d'achèvement des prestataires 	<ul style="list-style-type: none"> - Des technologies adaptées sont rapidement mobilisables - Les fournisseurs sont fiables et le marché est suffisant pour les attirer - Le réseau d'artisans

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes (PPMS)
Mission de supervision: du 12 au 23 juin 2012

Aide-mémoire

Résumé descriptif	Indicateurs de performance	Indicateurs renseignés	Source de vérification	Conditions critiques
	<ul style="list-style-type: none"> - de l'eau 	<ul style="list-style-type: none"> - 17 sites à pompages sur 23 sites prévus, 26 sites à puits améliorés non achevés. un site abandonné pour problème foncier - 9 sites périmètre rizicole aménagés dans le cadre du PUR 	<ul style="list-style-type: none"> - PV de séance de travail avec les groupements sur site - Rapport étude topographiques et d'aménagement 	<ul style="list-style-type: none"> - existant pour l'hydraulique villageoise s'intéresse à l'hydraulique agricole
3.2.2 Développement des compétences locales pour la réalisation et la maintenance des investissements d'irrigation	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des prestataires et vulgarisateurs, suivi et conseil en techniques d'exhaure et d'irrigation améliorées - Des petits tâcherons locaux ont bénéficié de formations spécifiques (présentation des offres, calcul des prix de revient) - Des petits entrepreneurs de travaux: et de conseil en aménagement formés - Tâcherons locaux puisatiers: repérage des nappes, puits et forages améliorés à faible coût, réponse aux appels d'offre et production de devis - Des artisans réparateurs sont formés pour réparer et entretenir les pompes manuelles ou systèmes traction animale - Des distributions de matériel sont mises en contact avec fournisseurs 	<ul style="list-style-type: none"> - La livraison tardive des aménagements sur les sites maraichers n'a pas permis de renforcer les capacités des acteurs concernés - En matière d'eau potable dans le cadre du recadrage du projet, des acteurs locaux ont été mis à contribution pour le diagnostic et la réparation des pompes d'hydraulique villageoise - 20 artisans réparateurs ont reçu des kits performants pour diagnostiquer et réparer les pompes dans la région des Savanes 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'activité de l'UGP - Rapports de supervision - Rapport d'achèvement des prestataires 	<ul style="list-style-type: none"> - Les formations répondent aux besoins
3.2.3 Programme de recherche-action pour la mise au point des techniques d'aménagement des petits bas-fonds en système riz-maraichage (années 1 à 4), et phase d'expansion (années 5 à 8)	<ul style="list-style-type: none"> - Le référentiel technique disponible au niveau de la sous-région est mobilisé et analysé - Différents types d'aménagements sont testés en vraie grandeur (10 à 20 ha sur 10 sites), sous les aspects techniques, socio-fonciers et économiques - 70 sites de plus aménagés en utilisant les techniques/approches développées pendant la phase de recherche/action 	<ul style="list-style-type: none"> - Expérience pilote de système de goutte à goutte n'a pu être réalisée - Le système d'exhaure et d'irrigation réalisé a été inspiré d'une expérience vue au Burkina, suite à une visite conjointe PPMS opérateur locaux 	<ul style="list-style-type: none"> - 	<ul style="list-style-type: none"> - planification participative préalable et implications des autorités coutumières - opérateurs compétents et motivés disponibles - accompagnement par la recherche pour l'étude de la dynamique des eaux - acceptation du coût élevé et du temps nécessaire de

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes (PPMS)
Mission de supervision: du 12 au 23 juin 2012

Aide-mémoire

Résumé descriptif	Indicateurs de performance	Indicateurs renseignés d'encadrement	Source de vérification	Conditions critiques
				cette approche par les décideurs
	3.3 Développement de la filière maraîchage			
3.3.1 Appui Conseil pour la production maraîchère (vulgarisation) et sa valorisation (transformation, stockage)	<ul style="list-style-type: none"> - Un référentiel et des itinéraires techniques adaptés sont disponibles (production, post-récolte) - Des moyens de vulgarisation adaptés sont mis en œuvre (incluant radio, publications, manuels, visites systématiques ou à la demande) - Des visites de site sont organisées pour le groupe cible - Formation des TS et des CA de l'ANADER - Recherche d'accompagnement sur les variétés améliorées, cultures mixtes, et suivi et analyse des coûts de production par essais d'adaptation en milieu paysan 	<ul style="list-style-type: none"> - Appui conseil de 4600 producteurs maraîchers sur l'itinéraire technique, transformation, commercialisation et organisation - Appui conseil additionnel de 14350 exploitants en production du riz et du maïs - Des variétés et itinéraire techniques améliorés pour le maraîcher, le riz, le maïs, l'igname, le manioc ont été diffusés aux exploitants 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'activité de l'UGP - Rapports de l'ANADER - Production écrite et supports médias - Supervisions de terrain - Suivi d'un échantillon de sites / exploitations 	<ul style="list-style-type: none"> - Une bonne coordination existe avec le système régional et national de recherche - Une marge de progrès importante existe pour la plupart des cultures - Les agents de vulgarisation sont présents et se font comprendre en langues locales - Des partenariats sont trouvés en matière de post-récolte
3.3.2 Information économique et connaissance des marchés	<ul style="list-style-type: none"> - Programme de diffusion (par le réseau de radios rurales) des prix de gros et de l'état des marchés urbains établi - Bureaux de liaison et d'information au chef lieu de chacune des deux régions établis - Etudes d'opportunités de marchés exécutées et résultats diffusés 	<ul style="list-style-type: none"> - Réalisation d'une étude sur la mise en marché des produits maraîchers - Manuel d'opérationnalisation du BVP est disponible 	<ul style="list-style-type: none"> - rapport UGP - Rapport des opérateurs 	<ul style="list-style-type: none"> - les mercuriales des prix de gros sont disponibles et fiables - Les radios rurales fonctionnent et couvrent la zone du Projet -
3.3.3 Amélioration de l'accès aux services financiers	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes exécutées pour identifier les villages et programmer les interventions - Programme de sensibilisation lancé aux bénéficiaires ayant la nécessité de se regrouper pour pouvoir accéder aux services financiers de proximité - Formation du groupe cible aux principes de base de l'épargne et du crédit - Fonds de garantie mis en place au niveau de la fédération des COOPEC 	<ul style="list-style-type: none"> - La mise en place du fonds de garantie au sein des services financiers au profit des commerçants a été abandonnée pour retenir l'option fonds de roulement à la production (mission de supervision) - Au niveau de tous les programmes d'appui à la production (maraîcher, riz, maïs), il est mis en 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'activité de l'UGP - Rapports de supervision 	<ul style="list-style-type: none"> - Les systèmes de micro finance accentuent leur effort vers le monde rural - Les caisses acceptent d'assouplir les conditions de crédit (si nécessaire) - En contrepartie, un fonds de caution peut être déposé au niveau de la fédération

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes (PPMS)
Mission de supervision: du 12 au 23 juin 2012

Aide-mémoire

Résumé descriptif	Indicateurs de performance	Indicateurs renseignés	Source de vérification	Conditions critiques
		place un mécanisme de reconstitution de fonds intrants impliquant les services financiers		
3.3.4 Structuration de la filière et appui aux OPA	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation annuelle d'une journée du maraîchage alternativement dans l'une ou l'autre région, pour une centaine de participants; - Organisation annuelle d'un atelier de réflexion et d'échange de deux jours dans chacune des deux régions du Projet - appui à la création d'activités de maraîchage au sein des fédérations régionales existantes et auprès des unions préfectorales - appui à la constitution d'OPA de deuxième niveau, y compris formation des dirigeants et des comptables - Voyages d'études et d'échanges en Côte d'Ivoire pour la mise en contact avec des OPA plus avancées 	<ul style="list-style-type: none"> - Non réalisé dans le cadre de la filière maraîchère - Dans le cadre du programme d'urgence riz le projet a appuyé la structuration des CGA qui ont fédéré en 7 coopératives dont 4 sont opérationnels 	<ul style="list-style-type: none"> - Compte rendu des manifestations et réunions - Rapport des OPA existantes et ANOPACI - Rapport d'activité de l'UGP - Rapports de supervision 	<ul style="list-style-type: none"> - La stratégie des OPA existantes permet une implication dans la filière - Les aspects politiques n'interfèrent pas trop dans la vie des OPA - Les groupes cibles disposent d'un certain pouvoir au sein de ces OPA
	3.4 Organisation, gestion, suivi et évaluation			
3.4.1 Mise en Unité de gestion du Projet (UGP)	<ul style="list-style-type: none"> - Le personnel recruté avec appel à candidature - Manuels de procédures élaborés (avec procédures identifiées pour la participation des bénéficiaires à la conception des investissements, sélection des prestataires et réception des travaux - Les opérateurs sélectionnés sur base des procédures compétitives - Le Comité d'Orientatation et de Pilotage(COP) constitué avant le démarrage du Projet, et qui se réunit deux fois par an - Le système de reporting et suivi interne des activités du Projet est mis en place et est utilisé pour la conduite des activités du Projet 	<ul style="list-style-type: none"> - Tout le personnel de l'UGP a été recruté par appel à candidature - Manuel de procédure disponible - Les opérateurs sont sélectionnés par appel d'offre ouvert ou par une procédure de gré à gré - Mise en place du COP avant le démarrage du projet - Le système de suivi évaluation non mis en place 	<ul style="list-style-type: none"> - Plans Annuels d'Actions (PAA) - Rapports d'exécution - Comptabilité et reporting - Rapports de supervision 	<ul style="list-style-type: none"> - Recrutement et équipement de l'UGP dans des délais raisonnables et selon les procédures
3.4.2 Fonds de développement de la filière maraîchère	<ul style="list-style-type: none"> - Les investissements d'irrigation et d'accompagnements de la filière sont subventionnés de façon pertinente 	<ul style="list-style-type: none"> - La réalisation des investissements à travers le FDM n'a pas été retenu 	<ul style="list-style-type: none"> - Manuel de procédure - Taux de 	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne articulation avec le système AIMR (FRAR amélioré)

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes (PPMS)
Mission de supervision: du 12 au 23 juin 2012

Aide-mémoire

Résumé descriptif (FDM)	Indicateurs de performance	Indicateurs renseignés	Source de vérification	Conditions critiques
	<ul style="list-style-type: none"> - La transparence de fonctionnement est assurée - L'évolution vers un fonctionnement participatif est organisée 	à cause du délai d'exécution du projet et des contraintes de sa mise en œuvre dans le SIGFIP, mais des subventions en intrants maraichers, riz et maïs, petits outillage et la réalisation d'aménagements des sites ont été attribués aux bénéficiaires par l'UGP à travers des opérateurs (Mission de supervision)	<ul style="list-style-type: none"> - Portefeuille d'activités financées - Rapport des comités d'octroi - Rapport de supervisions 	<ul style="list-style-type: none"> - Représentation des groupes cibles au comité d'octroi

	Résumé descriptif et intrants				Résumé des réalisations				Source de vérification	Risques/hypo thèses
4. ACTIVITES										
	Millions de FCFA				Millions de FCFA					
	Gouvernement	FIDA	Bénéficiaires	TOTAL	Gouvernement	FIDA	Bénéficiaires	TOTAL		
4.1 Renforcement des capacités	115,0	780,3	0,0	895,2	0,00	437,72	0,00	437,72	- Accord de prêt	- Contrepartie du GOCI versée à temps
4.2 Amélioration des techniques d'irrigation	94,4	745,8	0,0	840,2	0,00	380,59	0,00	380,59	- Audits annuels	- SIGFIP
4.3 Développement de la filière	479,0	3 275,4	725,6	4 480,0	0,00	2 819,79	593,48	3 413,27	- Comptabilité Projet et reporting	- complètement mis en place et fonctionnel
4.4 Organisation, gestion, suivi et évaluation	447,4	2 491,6	0,0	2 939,1	407,47	1 376,60	0,00	1 784,07	- Rapports d'activité de l'UGP	(déconcentration des comptes publics)
	TL 1 135,8	7 293,1	725,6	9 154,5	TL 407,47	5 014,70	593,48	6 015,65	- Rapports de supervision	

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Innovation

L'introduction de l'expérience de l'Eco-ferme par le PPMS constitue une innovation dans la mesure où elle permet d'améliorer l'alimentation (humaine et animale), l'irrigation, l'approvisionnement en énergie et de répondre aux principaux défis liés à la gestion, au traitement et à la valorisation des déchets par la production de biogaz et de fumure organique à partir du recyclage des ordures ménagères. Elle permet également de réduire les émissions de gaz à effet de serre et la réduction de la déforestation, en réduisant les besoins en bois-énergie grâce au biogaz produit.

Les premiers résultats sont prometteurs, d'autant plus que les 50 premiers producteurs formés ont réussi la réplique des pratiques/technologies de leur choix, pour tous ceux qui disposent de sources d'eau pérenne. La promotion du Centre nécessite que les efforts soient poursuivis par les projets futurs, notamment en direction des jeunes producteurs ou des jeunes désireux de devenir agriculteurs en utilisant des moyens modernes de production. L'action devra s'inscrire dans la durée en recherchant les synergies avec les autres initiatives ciblant les jeunes. Les producteurs formés devront être appuyés pour leur installation et accompagnés en appui-conseil de proximité par le Centre.

En lieu et place du système goutte à goutte, le Projet a développé un système d'irrigation composé de motopompes et de bacs de stockage (principal et secondaires) qui a été expérimenté et diffusé. Les bacs de stockage permettent de procéder à l'irrigation des planches de culture avec des arrosoirs. Ces systèmes simples ont été mis au point pour réduire la pénibilité du travail d'exhaure et d'irrigation des parcelles. Ainsi, les distances de transport sont réduites à 15 mètres au lieu de 100 voire 150 avant l'aménagement.
